

LETTRE ÉCONOMIQUE

AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA REGION

N° 60 – Juillet/Août 2026

La filière laitière en Afrique de l'Est et dans l'océan Indien

La filière laitière occupe une place stratégique en Afrique de l'Est et dans l'océan Indien (AEOI), où elle contribue à la sécurité alimentaire, aux revenus ruraux et à la diversification agro-industrielle. Portée par des cheptels importants et une demande urbaine en forte croissance, la région recèle un potentiel largement sous-exploité : la productivité demeure faible dans la plupart des pays, la collecte et la transformation restent limitées, et les circuits informels continuent de dominer les échanges. Le Kenya se distingue par une filière déjà structurée, l'Ouganda par une industrie tournée vers l'export, et le Rwanda par une progression portée par une politique publique volontariste. Dans l'océan Indien, Madagascar dispose d'un potentiel important encore inexploité, tandis que Maurice demeure structurellement dépendante des importations. La modernisation de l'ensemble de la chaîne de valeur (production, collecte, transformation) constitue ainsi le principal enjeu régional, et ouvre des perspectives significatives pour les entreprises françaises.

Un potentiel laitier important mais encore inégalement valorisé

La région AEOI dispose d'un potentiel laitier important, mais très inégalement exploité selon les pays.

Le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie constituent les principaux pôles régionaux, avec respectivement environ 5,5 Md, 5,4 Md et 4 Md de litres produits par an. Le Kenya dispose de la filière la plus structurée, grâce à un important cheptel amélioré, un réseau dense de coopératives et une industrie de transformation développée. L'Ouganda se distingue par la progression rapide de sa production, ses coûts relativement faibles et son orientation exportatrice. La Tanzanie dispose également d'un potentiel important, mais encore insuffisamment valorisé. Le Rwanda suit une trajectoire particulièrement dynamique : sa production a été multipliée par plus de huit depuis 2005 grâce à une politique volontariste d'amélioration génétique et de soutien aux éleveurs.

D'autres pays disposent de ressources importantes mais de filières moins structurées, tandis que la faible productivité constitue un défi commun à l'ensemble de la région. L'Éthiopie possède le plus grand cheptel d'Afrique, mais les races locales restent peu productives. La Somalie et le Soudan disposent également de productions importantes, largement issues de systèmes pastoraux et traditionnels. Dans l'océan Indien, Madagascar présente un potentiel encore sous-exploité, tandis que Maurice est structurellement dépendante des importations. Dans la plupart des pays, la production repose sur de petites exploitations familiales. Les contraintes sont communes : alimentation animale insuffisante, faible diffusion des races améliorées, accès limité aux services vétérinaires, au financement et à l'eau. Le changement climatique renforce ces difficultés et accentue la saisonnalité de la production.

La collecte et la transformation, principaux maillons faibles face à une demande croissante

La prédominance des circuits informels et l'insuffisance de la collecte constituent le principal frein au développement de la transformation. La part du lait commercialisé hors des circuits formels atteint 97,6 % en Tanzanie, 70 à 80 % au Kenya et plus de 90 % au Burundi et au Rwanda. Ces circuits offrent des débouchés rapides et souvent plus rémunérateurs aux producteurs, mais limitent la traçabilité et le contrôle sanitaire. Le manque de centres de collecte, d'équipements de refroidissement et de chaîne du froid réduit également l'approvisionnement des industriels. Il entraîne une forte sous-utilisation des capacités existantes. En Tanzanie, seulement 287 000 litres sont transformés chaque jour pour une capacité supérieure à 1 million de litres. En Ouganda, 38 % de la production est transformée.

Ces difficultés interviennent alors que la croissance démographique et l'urbanisation soutiennent une demande croissante de lait et de produits transformés. Les niveaux de consommation restent très contrastés : environ 110 litres par habitant et par an au Kenya, 70 litres en Tanzanie et 62 à 64 litres en Ouganda, contre 19 litres en Éthiopie et 5 à 7 litres à Madagascar. La progression des classes moyennes urbaines favorise également une diversification de la consommation. Les yaourts, le lait UHT, les fromages et les autres produits à plus forte valeur ajoutée constituent ainsi des relais de croissance pour les industriels. Cette dynamique renforce les besoins de collecte, de transformation et de formalisation des filières.

Des politiques de modernisation qui ouvrent des opportunités aux entreprises françaises

Face à ces contraintes, les gouvernements accélèrent la modernisation de leurs filières afin d'accroître la productivité, la collecte et la transformation locale. La Tanzanie a lancé un *Dairy Development Programme* 2025-2035 de près de 200 M USD, qui prévoit notamment l'importation de 17 200 vaches laitières améliorées, la construction de 150 centres de collecte de lait ainsi que des investissements dans les pâturages et les infrastructures hydrauliques. Sa première phase bénéficie notamment d'un prêt souverain de 30 M EUR de l'AFD. Le Kenya ambitionne de porter sa production à 12 Md de litres et de renforcer la formalisation du marché. L'Éthiopie vise à quadrupler sa production d'ici 2031. Madagascar prévoit 128 M USD d'investissements pour moderniser sa filière laitière, notamment à travers l'amélioration génétique du cheptel, le développement des cultures fourragères et le renforcement des infrastructures et services vétérinaires. Au Rwanda, les programmes publics mettent désormais l'accent sur la collecte, la qualité sanitaire et la transformation. Ces politiques traduisent une évolution commune : l'enjeu n'est plus seulement d'accroître la production, mais aussi de mieux la valoriser.

Cette modernisation crée des débouchés dans des secteurs où les entreprises françaises disposent déjà de références dans la région. Les besoins concernent la génétique, l'alimentation et la santé animales, les équipements d'élevage et de traite, la chaîne du froid, la transformation industrielle et le contrôle qualité. Au Kenya, Danone est actionnaire de *Brookside Dairy*, et IMV Technologies intervient dans la génétique animale. Cette dernière est également présente au Rwanda, où un projet FASEP d'échographie vétérinaire ouvre des perspectives de passage à l'échelle. À Madagascar, Andros est présent au capital de Socolait, tandis que Coopex, Virbac et Ceva interviennent également dans la filière. À Maurice, la France bénéficie d'une position commerciale favorable, notamment sur les fromages et les produits à forte valeur ajoutée. Ces implantations constituent des points d'appui pour renforcer la présence française sur l'ensemble de la chaîne de valeur laitière régionale.

Table des matières

Glossaire	4
Afrique de l'Est – Burundi.....	5
Afrique de l'Est – Kenya	6
Afrique de l'Est – Ouganda	9
Afrique de l'Est – Rwanda	11
Afrique de l'Est – Somalie	14
Afrique de l'Est – Tanzanie	16
Corne de l'Afrique – Djibouti	19
Corne de l'Afrique – Érythrée	21
Corne de l'Afrique – Éthiopie.....	23
Corne de l'Afrique – Soudan	25
Océan Indien – Madagascar	27
Océan Indien – Maurice	30
CONTACTS	33

Glossaire

AEOI : Afrique de l'Est et de l'océan Indien

M : Million **Md** : Milliard

Agence française de développement (AFD) : institution publique française qui finance et accompagne des projets de développement durable dans les pays en développement et les territoires d'outre-mer. Elle intervient principalement dans la lutte contre la pauvreté, la transition écologique, l'éducation et la santé, en accordant des prêts, des subventions et un appui technique aux États, collectivités et organisations.

Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) : dispositif de la direction générale du Trésor français, sous forme de subventions ou d'avances remboursables, finançant des études de faisabilité et des projets démonstrateurs de technologies innovantes. Il soutient l'internationalisation des entreprises françaises en leur permettant de démontrer leurs solutions et d'acquérir des références dans les pays partenaires.

Fonds international de développement agricole (FIDA) : institution financière internationale et agence spécialisée des Nations unies consacrée au développement rural et à la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales. Elle finance notamment des programmes visant à améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales, en particulier des petits exploitants agricoles.

Milk Collection Centre (MCC) : centre de collecte du lait où la production provenant de plusieurs exploitations est regroupée, contrôlée et, le cas échéant, refroidie avant son acheminement vers les unités de transformation.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : agence spécialisée des Nations unies chargée de promouvoir la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de soutenir le développement durable de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des systèmes alimentaires. Elle fournit notamment une expertise technique, des données et un appui aux politiques publiques dans ses pays membres.

Proparco : filiale du groupe AFD dédiée au financement du secteur privé.

Ultra High Temperature (UHT) : procédé de traitement thermique à très haute température permettant de détruire les micro-organismes présents dans le lait et d'en assurer une conservation prolongée à température ambiante avant ouverture.

Afrique de l'Est – Burundi

Par le SER de Nairobi



Une filière laitière peu développée dont le potentiel reste à concrétiser

La filière laitière burundaise occupe une place modeste à l'échelle régionale. En 2020, elle aurait généré une valeur ajoutée estimée à 52,5 M EUR (source Agrinatura). Elle représente moins de 2 % du PIB du Burundi et 5 % du PIB agricole. Elle joue cependant un rôle important en matière de nutrition et de diversification des revenus des ménages ruraux et ainsi dans la sécurité alimentaire. La demande intérieure progresse rapidement sous l'effet de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'évolution des habitudes alimentaires. Malgré cette dynamique, le secteur reste faiblement structuré et largement dominé par des circuits informels.

Une production reposant sur de petits élevages familiaux

La production est estimée à 155 M de litres de lait (2020), soit une consommation moyenne de 11 litres par habitant et par an, nettement inférieure à celle des pays voisins. Les importations de produits laitiers restent limitées, avec une valeur d'environ 1 M USD en 2025 (Trade Map). Environ 32 % de la production est autoconsommée par les ménages d'éleveurs, 38 % est commercialisée dans les zones rurales à proximité des lieux de production et 30 % à Bujumbura, principal bassin de consommation. La production repose à 80 % sur de petites exploitations familiales détenant une à quelques vaches, organisées selon différents niveaux d'intensification. Les élevages commerciaux, principalement situés en périphérie des grandes villes, représentent environ 20 % de la production nationale grâce à des troupeaux d'une trentaine de vaches de races améliorées.

Une commercialisation largement dominée par l'informel

Plus de 90 % du lait commercialisé transite par des circuits informels. Les circuits de proximité dominent largement, la majorité des échanges s'effectuant autour des zones de production. Le secteur informel repose sur un réseau dense d'acteurs comprenant, outre quelques milliers de collecteurs, environ 150 distributeurs périurbains, 250 détaillants et des dizaines de petites laiteries artisanales produisant principalement du yaourt et du fromage. Malgré l'absence de contractualisation formelle, les relations commerciales entre producteurs, collecteurs et commerçants sont généralement stables, garantissant la fluidité des échanges d'un produit hautement périssable. La prédominance du secteur informel limite les investissements dans la chaîne du froid, le contrôle sanitaire et la valorisation du lait en produits transformés.

Une industrie laitière encore émergente

Le secteur formel demeure embryonnaire. Il s'appuie sur une cinquantaine de centres de collecte de lait. Ces infrastructures alimentent une industrie naissante composée de quelques laiteries industrielles, dont *Modern Dairy Burundi* et la Société Laitière du Burundi, produisant du lait UHT et des yaourts. Le marché formel ne représente toutefois qu'environ 4 % de la consommation nationale. Les unités industrielles fonctionnent en dessous de leurs capacités, une part importante du lait collecté par les centres de collecte de lait étant finalement réorientée vers les circuits informels, qui offrent des débouchés plus rapides et plus compétitifs.

Gouvernance et perspectives : un potentiel de développement à concrétiser

Le développement de la filière relève du ministère burundais en charge de l'élevage, avec l'appui des organisations professionnelles. Les projets de développement ont largement contribué à l'amélioration génétique du cheptel, à la diffusion de l'insémination artificielle, au développement des centres de collecte de lait et à la professionnalisation des organisations de producteurs. Malgré sa taille modeste, la filière présente un potentiel de développement significatif : l'augmentation de la demande intérieure, les marges importantes de progression des rendements et les investissements attendus dans l'amélioration génétique, l'alimentation animale, la chaîne du froid, les infrastructures de collecte et la transformation devraient favoriser sa modernisation au cours des prochaines années.

Afrique de l'Est – Kenya

Par le SER de Nairobi



Une filière stratégique confrontée au défi de la compétitivité et au changement climatique

Le secteur laitier constitue la première filière agricole du Kenya en valeur ajoutée et l'une des plus développées d'Afrique subsaharienne. Avec une production annuelle d'environ 5,5 Md de litres de lait en 2025, le pays représente près du quart de la production laitière de l'Afrique de l'Est et s'est imposé comme un acteur régional majeur, grâce à un important cheptel de bovins améliorés, un réseau dense de coopératives et une industrie de transformation particulièrement dynamique.

La filière contribue à près de 4 % du PIB, 14 % du PIB agricole et près de 44 % de la valeur ajoutée du sous-secteur de l'élevage. La seule valeur de la production laitière est d'environ 2 Md USD. Au-delà de son poids économique, elle joue un rôle essentiel en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de lutte contre la pauvreté rurale. Plus de 1,5 M de ménages, soit environ 6 M de personnes (10% de la population du Kenya), tirent tout ou partie de leurs revenus des activités de production, de collecte, de transformation, de commercialisation ou de fourniture de services à la filière.

Cette réussite masque toutefois plusieurs fragilités structurelles. Malgré une demande intérieure forte et en croissance, la progression de la production ralentit. Les coûts de production figurent parmi les plus élevés de la région, les circuits de commercialisation demeurent largement informels et les effets du changement climatique accentuent les tensions sur les ressources fourragères et la santé des animaux. Sans amélioration significative de la productivité, le Kenya pourrait voir apparaître un déficit durable entre l'offre et la demande intérieure, conduisant à une augmentation des importations de produits laitiers (48 M USD en 2025, source Trade Map).

Une production importante reposant majoritairement sur des exploitations familiales

La production laitière kényane est dominée par le lait de vache, qui représente environ 75 % de la production nationale, le reste provenant principalement du lait de chèvre et de chamelle dans les régions arides et semi-arides du nord du pays. Le pays possède le plus important troupeau laitier amélioré du continent africain, avec plus de 5 millions de bovins laitiers issus principalement des races Holstein-Frisonne, Ayrshire et Jersey ou de leurs croisements. Les élevages se concentrent dans les hauts plateaux du centre et de l'ouest du pays, où les conditions climatiques et les disponibilités fourragères sont les plus favorables.

La filière repose essentiellement sur environ 1,8 million de petits exploitants, possédant généralement entre une et cinq vaches laitières. Ces exploitations assurent près de 80 % de la production nationale, faisant du secteur laitier l'un des principaux moteurs économiques des zones rurales.

Malgré l'amélioration progressive de la génétique du cheptel, les performances restent modestes, avec une production moyenne de 7 à 10 litres de lait par vache et par jour. Les études estiment que les rendements observés demeurent jusqu'à près de 50% inférieurs au potentiel techniquement atteignable, illustrant les importantes marges de progrès dont dispose encore la filière. Les principales contraintes de production sont bien identifiées. Le coût de l'alimentation animale constitue le premier poste de dépense et explique une grande partie du manque de compétitivité du lait kényan face à ses concurrents régionaux. À cela s'ajoutent une disponibilité insuffisante de fourrages de qualité pendant les saisons sèches, une génétique encore hétérogène, un accès inégal aux services vétérinaires, des infrastructures de stockage insuffisantes et des difficultés d'accès au financement pour les petits producteurs.

Ces contraintes se traduisent par des coûts de production élevés, une forte volatilité des prix et un écart important entre le prix payé au producteur et celui acquitté par le consommateur. L'amélioration des pratiques d'élevage, de l'alimentation animale et de la productivité apparaît ainsi comme le principal levier de compétitivité de la filière.

Une collecte structurée autour des coopératives mais encore largement dominée par l'informel

La libéralisation de la filière laitière au début des années 1990 a profondément transformé son organisation. La suppression du monopole public a favorisé l'émergence d'un tissu dense de coopératives, de groupes de producteurs (« *self-help groups* ») et d'entreprises privées de collecte, qui constituent aujourd'hui l'ossature de la filière.

Plus de 400 coopératives et organisations de producteurs assurent la collecte quotidienne du lait auprès des exploitations familiales. Elles jouent un rôle allant bien au-delà de la simple commercialisation : elles mettent à disposition des centres de collecte équipés de tanks réfrigérés, organisent le transport vers les laiteries, facilitent l'accès aux aliments pour bétail, aux services vétérinaires, à l'insémination artificielle, au crédit et aux outils de paiement numérique. Elles constituent ainsi un maillon essentiel de la professionnalisation du secteur.

Malgré cette structuration progressive, la commercialisation reste largement dominée par le secteur informel. Entre 70 et 80 % du lait commercialisé est vendu sous forme de lait cru directement aux consommateurs, aux petits commerces ou aux vendeurs ambulants, sans passer par les circuits industriels. Ce mode de commercialisation demeure attractif pour les producteurs, qui bénéficient de prix souvent plus rémunérateurs, et pour les consommateurs, qui accèdent à un lait frais à moindre coût.

Cette prédominance du marché informel limite toutefois les possibilités de contrôle sanitaire, de traçabilité et de valorisation de la production. Elle réduit également l'approvisionnement régulier des industriels, qui peinent à utiliser pleinement leurs capacités de transformation. Afin de moderniser la filière, le gouvernement s'est fixé pour objectif de porter la part du marché formel à 50 % du lait commercialisé, contre moins de 20 % actuellement, en investissant notamment dans les infrastructures de collecte, les tanks de refroidissement et le développement de la chaîne du froid.

Une industrie de transformation performante mais confrontée à des défis de compétitivité

Le Kenya dispose de l'industrie laitière la plus développée d'Afrique de l'Est. Une trentaine d'entreprises assurent la transformation du lait, dont plusieurs groupes de dimension régionale qui exportent vers les pays voisins. Le marché est dominé par *Brookside Dairy Ltd*, premier transformateur laitier d'Afrique de l'Est, et *Meru Central Dairy Co-operative Union Ltd*. Ensemble, ces deux opérateurs représentent plus de 50 % du lait transformé. Ils sont complétés par plusieurs entreprises privées ou coopératives régionales, parmi lesquelles *Githunguri Dairy*. L'industrie transforme principalement du lait pasteurisé et du lait UHT, qui constituent l'essentiel des ventes. Les segments à plus forte valeur ajoutée – yaourts, lait fermenté, beurre, crème, fromage ou lait en poudre, connaissent une croissance soutenue, portée par l'urbanisation, l'émergence d'une classe moyenne et l'évolution des habitudes alimentaires. Le développement de ces produits constitue un important relais de croissance pour les industriels.

Les capacités de transformation restent néanmoins sous-utilisées. La forte saisonnalité de la production entraîne des excédents de lait pendant les saisons des pluies et, à l'inverse, des pénuries durant les périodes sèches, compliquant la planification industrielle et réduisant la rentabilité des investissements.

À ces contraintes s'ajoute une compétitivité régionale sous pression. Les coûts de production du lait kényan demeurent sensiblement supérieurs à ceux de l'Ouganda, où les conditions agro-climatiques permettent une alimentation animale moins coûteuse. Les importations de lait et de produits laitiers ougandais se sont ainsi développées ces dernières années, accentuant la concurrence sur le marché régional.

Une consommation dynamique qui soutient la croissance du secteur

Le Kenya demeure l'un des principaux consommateurs de produits laitiers du continent africain. Les estimations de la consommation diffèrent toutefois selon les sources. Le *Kenya National Bureau of Statistics* évalue la consommation moyenne à 78 litres par habitant et par an, tandis que le *Kenya Dairy Board* et plusieurs organisations internationales retiennent une estimation proche de **110 litres**, incluant l'ensemble des circuits de commercialisation, notamment informels. Toutes les sources convergent cependant sur une même tendance : la consommation de lait au Kenya figure parmi les plus élevées d'Afrique et devrait atteindre 130 litres par habitant d'ici 2030.

Le lait occupe une place centrale dans les habitudes alimentaires kényanes. Il est consommé frais, bouilli, dans le thé (« chai »), sous forme de lait fermenté ou incorporé dans de nombreuses préparations culinaires. Les produits transformés, notamment les yaourts et les fromages, enregistrent les plus fortes progressions, même si leur consommation demeure limitée par leur prix relativement élevé.

Afin de répondre à une demande urbaine en forte croissance, les circuits de distribution évoluent rapidement. Les distributeurs automatiques de lait pasteurisé (« milk ATMs »), installés dans les supermarchés et commerces de proximité, se sont largement développés ces dernières années. Ils permettent de proposer un lait sûr et abordable tout en réduisant les coûts liés au conditionnement.

La croissance démographique, l'urbanisation et l'augmentation du pouvoir d'achat devraient continuer à soutenir la demande intérieure. Toutefois, celle-ci progresse désormais plus rapidement que la production. Sans amélioration substantielle de la productivité des élevages, le Kenya pourrait être amené à accroître ses importations de produits laitiers afin de couvrir le déficit entre l'offre nationale et la demande.

Une gouvernance en pleine évolution

La régulation du secteur repose principalement sur le Kenya Dairy Board (KDB), établissement public chargé de délivrer les licences aux opérateurs, de contrôler le respect des normes sanitaires, collecter les données sectorielles, promouvoir les investissements privés et encourager le développement d'une industrie de transformation de qualité. Le KDB cherche aujourd'hui à concilier deux objectifs parfois contradictoires : préserver l'accès des consommateurs à un lait abordable et renforcer la formalisation du marché afin d'améliorer la qualité sanitaire, la traçabilité et les capacités d'exportation.

Le ministère de l'Agriculture et les gouvernements des comtés interviennent principalement dans les domaines de la santé animale, de l'amélioration génétique, du développement des infrastructures de collecte et de la diffusion des innovations auprès des producteurs. Les coopératives demeurent un pilier de la gouvernance économique de la filière. Au-delà de la collecte du lait, elles facilitent l'accès aux intrants, au crédit, à la formation et aux équipements collectifs.

Le développement du secteur laitier s'inscrit dans plusieurs stratégies nationales complémentaires, qui poursuivent un objectif commun : faire du Kenya un acteur laitier de référence à l'échelle africaine d'ici 2030. Elles visent à moderniser l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la commercialisation et de porter la production nationale à 12 Md de litres de lait par an.

Enjeux et perspectives : des atouts considérables mais un impératif de modernisation

Le secteur laitier kényan dispose d'atouts considérables : un marché intérieur dynamique, une forte culture de consommation du lait, un tissu coopératif ancien, des entreprises de transformation performantes et un important potentiel d'amélioration de la productivité.

Dans un contexte de concurrence régionale accrue, la modernisation de l'ensemble de la chaîne de valeur apparaît comme la principale condition pour préserver la compétitivité du secteur. L'amélioration simultanée de la productivité des exploitations et de la formalisation du marché pourrait permettre d'augmenter les revenus des producteurs, de sécuriser l'approvisionnement des industriels et de réduire le risque d'un déficit laitier.

Les entreprises françaises disposent d'atouts reconnus pour accompagner la modernisation de la filière laitière kényane. Déjà présentes dans le secteur, à l'image d'IMV Technologies (génétique animale) et de Danone, actionnaire de *Brookside Dairy Ltd*, elles peuvent valoriser une expertise couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur : amélioration génétique, alimentation et nutrition animale, santé animale, équipements d'élevage et de traite, chaîne du froid, collecte, transformation industrielle, contrôle de la qualité et digitalisation des exploitations. Les ambitions affichées par les autorités kényanes en matière d'augmentation de la production, de formalisation du marché, d'amélioration de la qualité sanitaire et d'adaptation de l'élevage au changement climatique ouvrent des perspectives favorables au renforcement de partenariats économiques et technologiques entre la France et le Kenya.

Afrique de l'Est – Ouganda

Par le SE de Kampala



La filière laitière entre croissance, modernisation et montée en gamme

La filière laitière est l'un des principaux moteurs de l'élevage ougandais. Portée par un cheptel bovin important (environ 16 millions d'individus), des conditions naturelles favorables et une production en croissance, elle représente plus de la moitié du PIB de l'élevage et constitue un secteur stratégique pour les exportations agricoles du pays. Cette dynamique s'accompagne toutefois de défis structurels, parmi lesquels la faible productivité des exploitations, des capacités de transformation encore limitées et des enjeux de qualité du lait. Dans ce contexte, le gouvernement cherche à renforcer la compétitivité de la filière en favorisant sa montée en gamme, le développement de nouveaux débouchés à l'export et la stimulation de la consommation domestique, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de coopération pour les partenaires internationaux, dont la France.

Une filière en voie d'industrialisation, portée par les exportations mais en quête de nouveaux relais de croissance

Longtemps orientée vers une production essentiellement informelle, la filière laitière ougandaise entre progressivement dans une phase d'industrialisation, portée par le développement des capacités de transformation et la diversification de ses débouchés. L'industrie laitière représente plus de la moitié du PIB de l'élevage et 84 % des recettes d'exportation des produits issus de ce secteur. Principalement concentrée autour de Mbarara, dans le sud-ouest du pays (32,5 % de la production), elle fait vivre près de 1,2 million de ménages selon la FAO. La production de lait est passée de 1,9 Md de litres en 2013 à 5,4 Mds en 2024, tandis que les recettes d'exportation ont été multipliées par près de dix, atteignant 265 M USD en 2023. Cette croissance s'accompagne d'une structuration progressive de la chaîne de valeur : le nombre de transformateurs enregistrés est passé de 130 en 2022 à 160 en 2024 et celui des centres de collecte de 483 à 729 entre 2022 et 2023.

La chaîne de valeur repose principalement sur un réseau de petits producteurs organisés en coopératives, qui approvisionnent les principaux industriels du pays, tels que *Jesa Farm Dairy* ou *Pearl Dairy Farm*. La transformation poursuit sa diversification avec le développement de produits à plus forte valeur ajoutée, comme la poudre de lait (54,2 % de la valeur des exportations), le lait UHT (33,1 %) ou encore les fromages. Cette évolution s'appuie sur la compétitivité de la production ougandaise, fondée notamment sur un élevage extensif et des coûts de production relativement faibles.

La fermeture du marché kényan aux produits laitiers ougandais fin 2025 a toutefois mis en évidence la dépendance du secteur à un nombre limité de débouchés régionaux et accéléré la stratégie de diversification des exportations. Les industriels se tournent désormais vers l'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Mali, Sénégal) ainsi que vers l'Afrique du Nord, en particulier l'Algérie, qui a réceptionné en 2025 une première cargaison de 2100 tonnes de lait en poudre. Parallèlement, le développement du marché domestique constitue un enjeu stratégique afin de réduire la dépendance aux marchés extérieurs. La consommation nationale demeure limitée, avec 62 à 64 litres par habitant et par an, contre 200 à 250 litres recommandés par la FAO. Les autorités soutiennent ainsi plusieurs campagnes de promotion du lait et des programmes nutritionnels, tels que le *School Milk Programme* lancé par l'organisation néerlandaise SNV, afin de stimuler la demande intérieure.

Une montée en gamme encore freinée par des contraintes structurelles

La poursuite du développement de la filière dépend désormais moins de l'augmentation de la production que de sa capacité à améliorer sa productivité et à accroître la valeur ajoutée des produits. Le rendement moyen d'une vache reste limité à environ 5 litres de lait par jour, contre 25 à 30 litres dans les principaux pays producteurs. Les gains de productivité passent notamment par une amélioration de l'alimentation animale, du potentiel génétique du cheptel et de la diffusion des bonnes pratiques d'élevage.

Les infrastructures de collecte, de refroidissement et de transformation demeurent également insuffisantes. Seuls 38 % du lait produit sont aujourd'hui transformés, les capacités industrielles atteignant

environ 2,3 M de litres par jour alors qu'elles devraient être proches de 10 M de litres pour absorber l'ensemble de la production nationale. Le renforcement de ces infrastructures constitue un levier essentiel pour accroître la valeur ajoutée locale et soutenir les exportations.

La qualité sanitaire représente un autre enjeu majeur. Faute de dispositifs de contrôle suffisants, les centres de collecte mélangent fréquemment des laits de qualité variable, commercialisés à un prix unique, limitant ainsi les incitations des producteurs à améliorer leurs pratiques. La *Dairy Development Authority* (DDA) déploie progressivement des analyseurs de lait, des outils numériques de traçabilité et des formations afin d'introduire une rémunération fondée sur la qualité du lait livré. Les difficultés d'application des normes demeurent néanmoins importantes : selon le dernier rapport de l'Auditeur général, 28 % des opérateurs inspectés exerçaient sans licence et près de la moitié des établissements autorisés ne respectaient pas les exigences d'hygiène en vigueur.

Enfin, la filière reste vulnérable aux aléas climatiques. Les épisodes récurrents de sécheresse réduisent la disponibilité des pâturages et des ressources en eau, entraînant des fluctuations saisonnières de la production et soulignant la nécessité d'investir dans des systèmes d'élevage plus résilients.

Une filière soutenue par les bailleurs internationaux, créant des débouchés commerciaux

La modernisation de la filière bénéficie du soutien de plusieurs partenaires internationaux intervenant dans le financement des investissements, le renforcement des capacités et la structuration de la chaîne de valeur. L'organisation néerlandaise SNV accompagne ainsi les producteurs à travers le programme *The Inclusive Dairy Enterprise* (TIDE), tandis que le *Global Agriculture and Food Security Program* (GAFSP) et l'*International Finance Corporation* ont cofinancé, à hauteur de 8 M USD, le développement des capacités industrielles de *Pearl Dairy Farm*.

Cette dynamique ouvre également des perspectives pour les entreprises françaises, notamment dans les domaines des équipements de transformation, de la chaîne du froid, de la génétique animale, des laboratoires de contrôle qualité et du financement de projets agro-industriels. Les besoins concernent également des équipements plus simples mais essentiels au fonctionnement quotidien de la filière, à l'image des bidons de collecte du lait, dont la disponibilité peut constituer un enjeu identifié par certains transformateurs. Des institutions telles que Proparco et Bpifrance ont déjà étudié des mécanismes de soutien à des entreprises locales. Ces initiatives restent toutefois contraintes par le risque de change associé aux financements en devises, malgré la stabilisation récente du shilling ougandais.

À moyen terme, le principal défi de la filière ne sera plus tant de produire davantage que de créer davantage de valeur ajoutée par litre de lait. La capacité des acteurs à améliorer la productivité, renforcer la qualité sanitaire et sécuriser durablement l'accès à de nouveaux marchés déterminera la compétitivité internationale de l'industrie laitière ougandaise.

Afrique de l'Est – Rwanda

Par l'ambassade de France au Rwanda



La filière laitière rwandaise : une dynamique de croissance entre défis de production et enjeux de valorisation

L'élevage laitier constitue, avec le café et le thé, l'un des piliers de la politique agricole rwandaise et l'illustration la plus aboutie sur le continent d'une stratégie publique volontariste de développement d'une filière. Portée depuis 2006 par le programme emblématique « Girinka », que l'on peut traduire par « une vache par ménage » et qui a permis la distribution de plus de 450 000 vaches laitières aux ménages les plus pauvres, la production nationale de lait a été multipliée par plus de huit en moins de vingt ans, dépassant 1 million de tonnes (près d'1 Md de litres) en 2023, contre 121 000 tonnes en 2005. Le secteur laitier représente aujourd'hui environ 10 % du PIB agricole et occupe une place singulière dans la culture économique et sociale du pays, incarnée par les centaines de « bars à lait » de Kigali où se consomme l'ikivuguto, lait fermenté traditionnel. Le lait conserve en effet une forte dimension culturelle au Rwanda, où la vache demeure un symbole de prestige et de patrimoine. Cette réussite quantitative masque toutefois un paradoxe structurel : moins de 10 % du lait produit est collecté et transformé par les circuits formels, l'essentiel de la production continuant d'échapper aux coopératives et aux usines de transformation, freinant la création de valeur ajoutée, la sécurité sanitaire et les perspectives d'exportation régionale.

Girinka, un modèle de politique publique agricole devenu référence continentale

Le programme *Girinka*, lancé en 2006 au titre de la stratégie de reconstruction économique et de lutte contre la malnutrition de l'après-génocide, constitue le socle de la croissance de la production laitière rwandaise. Le principe est le suivant : l'État remet une génisse améliorée (croisée Holstein-Frisonne, Jersey ou Ayrshire) aux ménages les plus vulnérables, à charge pour eux de donner le premier veau femelle né de l'animal à un autre foyer bénéficiaire, selon une logique de chaîne de solidarité communautaire (*kuzura*).

Plus de 450 000 ménages ont bénéficié du programme depuis son lancement. Associé à une politique d'amélioration génétique via l'insémination artificielle, de promotion du zéro pâturage avec la mise en stabulation (« zero grazing ») imposée par la forte densité démographique du pays, et de développement de cultures fourragères, Girinka a permis de faire progresser la contribution des races améliorées, qui ne représentent que 43 % du cheptel bovin national mais fournissent 91 % du lait produit, contre seulement 9 % pour les races locales. Ce succès en fait aujourd'hui un cas d'école régulièrement cité en exemple par les institutions de développement (FAO, Fondation FARM) comme modèle de politique combinant génétique, nutrition animale et accès au marché, à rebours d'approches sectorielles isolées.

Une production en forte croissance, portée par l'amélioration génétique du cheptel

La production laitière nationale est passée de 121 400 tonnes en 2005 à 372 600 tonnes en 2010, 891 300 tonnes en 2020 et plus de 1,06 million de tonnes en 2023 selon le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales (MINAGRI). Le cinquième plan stratégique de transformation de l'agriculture (PSTA 5) fixe désormais un objectif de 1,32 M de tonnes à l'horizon 2029. Cette progression continue s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs : la diffusion des races améliorées, le développement de la production de semence et de l'efficacité de l'insémination artificielle, l'amélioration de la santé animale et de l'accès à l'eau pour le bétail et l'intensification des cultures fourragères. Deux priorités se dégagent donc : l'amélioration génétique du cheptel et l'optimisation de la reproduction, avec pour cible un veau, et si possible femelle, par vache et par an.

Dans ce cadre, l'entreprise française IMV Technologies, spécialiste des technologies de la reproduction assistée, occupe une position favorable. Le projet financé sur FASEP (Fonds d'études d'aide au secteur privé) qu'elle a mis en œuvre dans le sud du pays, consacré à l'introduction de l'échographie vétérinaire pour optimiser l'insémination artificielle, s'est conclu par une démonstration très convaincante et des perspectives de passage à l'échelle : appropriation rapide de l'outil par les éleveurs comme par les techniciens d'insémination et réduction effective de l'intervalle entre vêlages. Fort de ces résultats, la ministre déléguée à l'Agriculture a

demandé au FIDA d'intégrer le passage à l'échelle de la technologie, par l'acquisition d'équipements et la formation sur l'ensemble du territoire, soit un besoin estimé à environ 450 échographes.

La production demeure toutefois très majoritairement le fait de petits exploitants, souvent propriétaires d'une à quelques vaches, pour qui le lait constitue un revenu d'appoint autant qu'une ressource nutritionnelle directe. La densité démographique du pays, l'une des plus élevées d'Afrique continentale, impose donc un modèle intensif en stabulation permanente, plus coûteux en intrants (aliments, eau, soins vétérinaires) qu'un élevage extensif, ce qui pèse sur la rentabilité des petites exploitations en période de sécheresse ou de hausse du prix des aliments du bétail.

Un potentiel de collecte et de valorisation encore largement sous-exploité

Le segment aval de la filière demeure l'un des principaux points de fragilité du secteur laitier rwandais. Malgré la progression de la production nationale, la collecte et la transformation formelles restent limitées. Le paysage industriel est dominé par quelques acteurs de taille inégale, au premier rang desquels *Inyange Industries*, principal transformateur du pays, détenu par la *Rwanda Social Security Board* (RSSB) depuis le rachat des parts de *Crystal Ventures* en août 2026. Autour de cet acteur gravitent une vingtaine d'unités de transformation de plus petite taille, parmi lesquelles *Masaka Farms*, ainsi que plusieurs projets d'investissement portés par des capitaux régionaux et internationaux. Afin de renforcer les capacités de transformation, plusieurs investissements structurants sont en cours. *Inyange Industries* a inauguré en 2024 à Nyagatare une usine de production de lait en poudre dont la capacité de traitement atteint les 65 000 litres par jour pour un investissement de 54 M USD.

La faiblesse du taux de collecte constitue toutefois le principal frein au développement de la filière. Selon le MINAGRI, environ 81 M de litres de lait ont été livrés aux unités de transformation en 2022/23, soit moins de 10 % de la production nationale. La seule usine de Nyagatare pourrait absorber près de trois fois la totalité du lait aujourd'hui collecté par les circuits formels du pays. Une partie de la capacité de traitement demeure sous-utilisée en raison d'un approvisionnement irrégulier et de difficultés à garantir une qualité homogène du lait collecté. L'essentiel de la production continue ainsi d'être commercialisé par des circuits informels via la vente directe aux consommateurs, bars à lait ou centres de collecte (*Milk Collection Centers*, MCC) et limitant ainsi la traçabilité sanitaire, la création de valeur ajoutée et le développement des exportations régionales.

La concentration des capacités de transformation constitue également un facteur de vulnérabilité. Un incendie survenu en juillet 2026 sur le site de *Masaka Farms* a ainsi entraîné l'arrêt temporaire d'une unité collectant environ 15 000 litres de lait par jour auprès de quelque 2 500 producteurs. Si cet événement est demeuré sans incidence significative à l'échelle nationale, les volumes concernés représentant une part limitée de la collecte formelle, il a néanmoins mis en évidence la dépendance de nombreux éleveurs à un nombre restreint d'acheteurs. Compte tenu du caractère hautement périssable du lait, toute interruption des activités de collecte ou de transformation peut entraîner localement une rupture immédiate de débouchés et de revenus pour les producteurs concernés. Cette situation souligne la nécessité de poursuivre le développement des infrastructures de collecte, de stockage et de transformation afin d'améliorer la résilience de la filière.

Les enjeux de consolidation de la filière laitière et de l'intégration régionale

À travers sa cinquième Stratégie de transformation du secteur agricole (PSTA 5, 2024-2029, dotée de 5,4 Md USD) et la deuxième phase du *Rwanda Dairy Development Project* représentant 147,4 M USD sur 2023-2030, dont 44,7 M USD apportés par le FIDA, le gouvernement entend faire basculer le secteur d'une logique de volume vers une logique de valeur : renforcement de la gouvernance des coopératives, développement de la chaîne du froid, amélioration de la qualité sanitaire du lait, digitalisation de la chaîne de valeur et promotion d'un élevage climato-intelligent, dans un pays exposé au stress hydrique et à la variabilité croissante des précipitations. Le MINAGRI envisage en outre la création d'un **conseil national laitier** chargé de réguler l'ensemble de la filière, sur le modèle du *Kenya Dairy Board* ou de la *Dairy Development Authority* ougandaise, afin de traiter trois difficultés persistantes : des coûts de production élevés, la faiblesse du revenu des éleveurs et le défaut de coordination entre acteurs.

La France contribue directement à cet agenda par le volet formation. Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec le Rwanda TVET Board, le projet Ubuhinzi Skills+ vise à ériger plusieurs écoles techniques agricoles en centres d'excellence de formation professionnelle, associant plateaux pédagogiques modernisés, unités de production agro-industrielles conduites comme de véritables activités économiques et formation en alternance adossée aux filières d'intérêt national et local. L'établissement de Nyagahanga a été retenu pour la chaîne de valeur laitière.

L'insertion régionale reste, elle, à consolider. Membre de la Communauté d'Afrique de l'Est, le Rwanda bénéficie d'un accès en franchise de droits au marché régional, mais ses exportations de produits laitiers demeurent modestes, freinées par les mêmes contraintes de volumes formels et de qualité. Le pays se distingue de plusieurs de ses voisins par une situation de quasi-autosuffisance en lait frais, mais l'effet d'échelle joue contre lui : avec 1,15 M de tonnes, sa production reste sans commune mesure avec celle de l'Ouganda (5,4 M de tonnes en 2024), du Kenya (5,3 M) ou de la Tanzanie (4 M) : la marge de progression se situe donc dans la montée en gamme avec la production de produits transformés tels que le lait en poudre, le lait UHT, les yaourts et les fromages, à même d'alimenter la demande urbaine croissante de Kigali et de conquérir des positions ciblées sur les marchés voisins.

Afrique de l'Est – Somalie



Par le SER de Nairobi

Un potentiel laitier important, freiné par le manque d'infrastructures

Le secteur laitier somalien joue un rôle essentiel dans les moyens de subsistance ruraux et la sécurité alimentaire. Malgré l'importance du cheptel, la filière demeure sous-développée, marquée par des infrastructures insuffisantes et une faible productivité. La production annuelle serait estimée à 2,1 millions de tonnes, dont près d'1 million de tonnes de lait de chamelle, qui représente la principale catégorie de lait commercialisée. La collecte et la commercialisation restent largement informelles. L'absence de chaîne du froid et l'application insuffisante des normes d'hygiène affectent la qualité du lait. La transformation moderne demeure embryonnaire. Le lait de chamelle présente un important potentiel d'exportation. Malgré le renforcement du cadre réglementaire, le principal défi demeure la mise en œuvre effective des politiques, le contrôle sanitaire et la coordination entre les autorités fédérales, les États fédérés et le secteur privé. L'accès au financement, à la formation, aux services vétérinaires et à l'information demeure également limité.

Une production laitière estimée à 2,1 M de tonnes par an, mais une filière encore sous-développée

Malgré une faible productivité, le secteur laitier somalien constitue un pilier des moyens de subsistance en milieu rural et contribue fortement à la sécurité alimentaire du pays. Il présente également un potentiel de développement économique significatif. La Somalie dispose d'un cheptel important, estimé à environ 7,1 M de chameaux (le plus grand au monde), 5,3 M de bovins, 30,9 M de chèvres et 13,6 M d'ovins. Malgré ce potentiel, la filière demeure sous-développée, souffrant de l'insuffisance des infrastructures de chaîne du froid, du coût élevé de l'énergie, ainsi que de l'accès limité aux services vétérinaires et à l'alimentation animale. La productivité des races locales figure parmi les plus faibles de la région, avec une production moyenne d'environ 1 à 2 litres de lait par vache et par jour.

La production laitière annuelle serait estimée à environ 2,1 M de tonnes, dont près de 1 M de tonnes de lait de chamelle. Le pays produit également 457 000 tonnes de lait bovin, 375 000 tonnes de lait de chèvre et 309 000 tonnes de lait de brebis. Le lait de chamelle est le lait le plus commercialisé, tandis qu'une grande partie de la production des autres catégories de lait est réservée à la consommation des éleveurs. Toutefois, la Somalie reste fortement dépendante des importations de produits laitiers, pour un montant estimé à environ 200 M USD par an, principalement sous forme de lait en poudre. Le lait de chamelle présente par ailleurs un potentiel important à l'exportation, compte tenu de la demande croissante sur les marchés internationaux, notamment au Moyen-Orient. Malgré un marché intérieur important, dont la taille serait de l'ordre de quelques centaines de millions de dollars, les exportations restent très limitées en raison de l'insuffisance des infrastructures de collecte, de refroidissement et de transformation. Elles étaient d'environ 72 000 USD en 2023, principalement à destination de la Turquie.

Une collecte et une transformation dominées par le marché pastoral et caractérisées par un faible respect des normes d'hygiène

La filière est caractérisée par un accès limité au marché formel, en raison d'une production commercialisable relativement faible et souvent de qualité médiocre. Les coûts élevés de transport constituent une autre contrainte majeure, tandis que les infrastructures de collecte, de chaînes froides et de transformation restent peu développées. La commercialisation est principalement concentrée autour des grands centres urbains, notamment Mogadiscio et Baidoa, où la demande de produits laitiers progresse. Une grande partie du lait est vendue fraîche, directement par les éleveurs aux consommateurs. Il existe également des groupes de commerçants et intermédiaires qui assurent la collecte auprès des producteurs et le transportent par camion vers les marchés des grandes villes, où le lait est vendu en gros ou au détail. L'hygiène et le contrôle de la qualité constituent des points faibles importants. Les producteurs, intermédiaires et commerçants disposent de moyens limités pour assurer le respect des normes sanitaires. En l'absence d'une

chaîne du froid fiable, le lait est fréquemment bouilli à plusieurs reprises au cours de sa commercialisation, ce qui peut en altérer le goût et certaines qualités nutritionnelles.

Le secteur moderne de la transformation demeure embryonnaire et concentré principalement à Mogadiscio. *Irman Dairy*, créée en 2017, a été l'une des premières laiteries industrielles du pays. Elle produisait du lait de vache à partir de son propre cheptel d'environ 295 vaches laitières. Sa capacité installée était estimée à 10 000 litres par jour, mais sa production effective se situait autour de 2 000 à 5 000 litres par jour. En l'absence de données récentes, son niveau d'activité actuel n'est toutefois pas clair. *Beder Dairy Farm* constitue actuellement l'un des principaux acteurs de la transformation du lait de chamelle. Sa production est estimée à environ 1 600 litres par jour, soit une part de marché d'environ 40 %. L'entreprise a notamment bénéficié de son investissement dans la production commerciale de fourrage. L'accès à l'alimentation animale constitue en effet un facteur déterminant de la productivité, la production laitière diminuant fortement pendant la saison sèche en raison du manque de fourrage.

A côté de ces grands acteurs, des investissements privés contribuent à la modernisation de la filière, notamment à travers l'installation de stations de traite plus hygiéniques, de petites unités de réfrigération et de systèmes d'emballage. Ces investissements contribuent à prolonger la durée de conservation du lait et à faciliter son accès aux marchés urbains. Toutefois, leur production reste limitée.

Un cadre réglementaire en cours de renforcement, mais des capacités institutionnelles encore limitées

Le cadre réglementaire est également en cours de renforcement. En septembre 2025, le Conseil des ministres a approuvé le projet de « *Milk Safety Law* », destiné à réglementer la production et la distribution du lait et à garantir le respect de normes de sécurité sanitaire pour les consommateurs. Le gouvernement dispose également d'une stratégie de développement du secteur de l'élevage (*Livestock Sector Development Strategy*) visant à renforcer les services vétérinaires, la production animale et l'organisation des marchés. Le principal défi institutionnel réside toutefois dans la mise en œuvre effective, les capacités de contrôle. La coordination entre les institutions fédérales, les États fédérés et les acteurs privés demeurant limitées.

Afrique de l'Est – Tanzanie

Par le SE de Dar Es Salam



Une filière laitière à fort potentiel confrontée aux défis de la productivité, de la modernisation et du changement climatique

Avec une production de 4,01 Md de litres de lait en 2025 et le troisième plus grand cheptel bovin d'Afrique, la Tanzanie dispose d'un fort potentiel de développement de sa filière laitière. Celle-ci contribue à 2 % du PIB et fait vivre plus de 2 millions de ménages, mais se caractérise par une faible productivité, une prédominance des races locales et une commercialisation largement informelle. En effet, 97,6 % de la production laitière est vendue hors des circuits formels, limitant la qualité sanitaire, la traçabilité et l'approvisionnement des industriels. Malgré une capacité de transformation supérieure à 1 million de litres par jour, les usines n'en utilisent qu'une faible partie en raison des difficultés de collecte et de chaîne du froid. Face à une demande intérieure en forte croissance, le gouvernement a fait de la modernisation de la filière une priorité à travers le Dairy Development Programme (2025-2035) et la Vision 2050, créant des opportunités d'investissement dans la génétique animale, la santé animale, la chaîne du froid et les équipements de transformation. Fin 2025, l'AFD a accordé un prêt souverain de 30 M EUR au projet de transformation laitière intelligent face au climat en Tanzanie (C-SDTP), piloté par le FIDA, pour transformer durablement la filière laitière tanzanienne. Ce financement contribue à la première phase d'un programme multi-bailleurs de 10 ans, doté d'un budget initial de 174,4 M USD, visant productivité, résilience et adaptation climatique.

Une production importante reposant majoritairement sur des exploitations familiales

La filière laitière tanzanienne repose principalement sur de petites exploitations familiales qui détiennent généralement quelques têtes de bétail. La production est très largement dominée par le lait de vache, qui représente plus de 99 % de la production nationale, tandis que le lait de chèvre demeure marginal et celui de chamelle reste limité à quelques zones pastorales du nord du pays. Avec un cheptel estimé à plus de 39,2 M de bovins, la Tanzanie possède l'un des plus importants cheptels du continent (3ème d'Afrique). Toutefois, celui-ci est constitué majoritairement de races locales, particulièrement résistantes aux conditions climatiques mais présentant un faible potentiel laitier. Les élevages sont principalement concentrés dans les régions de Mwanza, Shinyanga, Tabora, Simiyu, Geita, Mara et Kigoma pour les systèmes pastoraux, ainsi que dans les hauts plateaux du Nord (Kilimandjaro, Arusha et Manyara), où se développent les exploitations utilisant des races améliorées.

Malgré ce potentiel, la filière reste peu productive et ne contribue qu'à environ 2 % du PIB national. La production nationale demeure insuffisante pour répondre à la demande intérieure, conduisant à la nécessité d'importer environ 12 M de litres de lait par an, pour un coût de près de 9,8 M USD. Selon plusieurs projections, le déficit entre l'offre et la demande pourrait atteindre 5,4 M de litres d'ici 2033 si la productivité n'est pas significativement améliorée. La faible performance du secteur s'explique principalement par la prédominance des races locales, un accès limité aux aliments de qualité, aux services vétérinaires et à l'insémination artificielle, ainsi que par des infrastructures insuffisantes de collecte, de stockage et de transformation. Les élevages traditionnels produisent en moyenne seulement un litre de lait par vache et par jour, contre 6 à 12 litres dans les exploitations utilisant des races améliorées et des pratiques d'élevage plus intensives. Cet écart met en évidence l'important potentiel d'amélioration de la productivité grâce à une meilleure génétique, une alimentation animale adaptée et un renforcement des services techniques.

Une commercialisation encore largement dominée par le secteur informel

Malgré les réformes engagées depuis la libéralisation de la filière dans les années 1990, la commercialisation du lait en Tanzanie demeure très peu structurée. Sur les 4,01 Md de litres de lait produits en 2025, seuls 95,6 M de litres (2,4 %) transitent par le marché formel, tandis que 97,6 % sont commercialisés par des circuits informels, principalement sous forme de lait cru vendu directement par les producteurs, les

collecteurs ou les vendeurs ambulants. Ce mode de commercialisation reste privilégié en raison de paiements immédiats, de coûts de transaction réduits et de prix souvent plus rémunérateurs pour les producteurs.

La collecte du lait s'appuie sur un réseau de coopératives, d'associations de producteurs, de centres de collecte (*Milk Collection Centres - MCC*) et d'opérateurs privés. Les coopératives jouent un rôle central en facilitant la collecte, le refroidissement, le transport du lait ainsi que l'accès aux aliments pour bétail, aux services vétérinaires, à l'insémination artificielle et au crédit. Les infrastructures demeurent insuffisantes : sur les 269 centres de collecte recensés en 2026, une part importante ne dispose pas d'équipements de refroidissement, ce qui limite la qualité du lait et l'approvisionnement des transformateurs.

Cette prédominance du secteur informel à des conséquences sur le contrôle sanitaire, la traçabilité et la valorisation de la production, et réduit le taux d'utilisation des capacités industrielles. Bien que la Tanzanie compte 187 unités de transformation disposant d'une capacité installée supérieure à 1 M de litres par jour, seulement 287 000 litres sont effectivement transformés quotidiennement. Pour remédier à cette situation, le gouvernement a lancé le *Dairy Development Programme 2025-2035* (200 M USD), qui prévoit notamment la construction de 150 nouveaux centres de collecte, le renforcement de la chaîne du froid et l'amélioration de la structuration de la filière.

Une industrie de transformation en développement mais confrontée à des défis majeurs

L'industrie laitière tanzanienne connaît une croissance soutenue, portée par la hausse de la demande intérieure et les investissements publics et privés. Le marché est dominé par quelques acteurs nationaux, notamment les entreprises *Azam Dairy Products*, *Tanga Fresh Limited* et *ASAS Dairies Ltd*, qui représentent ensemble plus de 70 % du marché formel de la transformation du lait. Ces entreprises produisent principalement du lait pasteurisé, du lait UHT, des yaourts, du lait fermenté (*mtindi*), du beurre et, dans une moindre mesure, du fromage.

La consommation de lait progresse régulièrement sous l'effet de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'amélioration du niveau de vie. Selon le ministère de l'Élevage, la consommation annuelle par habitant est passée de 68,7 litres en 2024/2025 à 70,5 litres en 2025/2026, soit une hausse de 2,6 %. Le gouvernement ambitionne de porter cette consommation à 100 litres par habitant d'ici 2029, afin d'améliorer la sécurité nutritionnelle et de soutenir le développement de la filière.

Le pays compte désormais 187 unités de transformation, représentant une capacité installée supérieure à 1 million de litres par jour. Toutefois, seulement 287 000 litres sont transformés quotidiennement, soit moins d'un tiers des capacités disponibles. Cette sous-utilisation s'explique par la faible disponibilité de lait de qualité, la prédominance des circuits informels, la saisonnalité de la production et l'insuffisance des infrastructures de collecte et de chaîne du froid. À ces contraintes s'ajoutent les importations de lait en poudre et la concurrence régionale, notamment en provenance du Kenya et de l'Ouganda, qui continuent de peser sur la compétitivité de l'industrie laitière tanzanienne.

Une gouvernance orientée vers la modernisation de la filière

La gouvernance de la filière laitière tanzanienne repose principalement sur le *Tanzania Dairy Board (TDB)*, établissement public placé sous la tutelle du ministère de l'Élevage et de la Pêche. Renforcé par la révision du *Dairy Industry Act en 2023*, le TDB est chargé de délivrer les licences aux opérateurs, de veiller au respect des normes sanitaires, de collecter les données sectorielles, de promouvoir les investissements privés et d'encourager le développement d'une industrie laitière compétitive. Son action vise notamment à améliorer la qualité du lait, renforcer la traçabilité et favoriser la formalisation progressive d'un marché encore largement dominé par les circuits informels.

Le ministère de l'Élevage et de la Pêche pilote les politiques de développement de la filière, notamment l'amélioration génétique des troupeaux, le renforcement des services vétérinaires et le développement des infrastructures de collecte et de chaîne du froid. Le développement de la filière s'inscrit dans plusieurs stratégies nationales, notamment le *Livestock Sector Transformation Plan (2022/23-2026/27)*, le *Dairy Development Programme (2025-2035)* et la *Tanzania Development Vision 2050*. Ces stratégies poursuivent un

objectif commun : accroître la productivité des élevages, renforcer la transformation locale, améliorer la sécurité alimentaire et faire du secteur laitier un moteur de la transformation agro-industrielle et de la création d'emplois.

Fin 2025, l'AFD a engagé un prêt souverain de 30 M EUR en faveur du Projet de transformation climato-compatible de la filière laitière en Tanzanie (C-SDTP), mis en œuvre sous le leadership du FIDA. Ce financement constitue la contribution française à la première phase d'un programme multi-bailleurs prévu sur 10 ans, visant à accroître la productivité et la résilience de la filière laitière tout en réduisant son impact climatique. Le coût initial du programme était estimé à 174,4 MUSD.

Enjeux et perspectives : des perspectives de croissance importantes, sous réserve d'une modernisation de la filière

Le secteur laitier tanzanien dispose d'atouts importants : l'un des plus grands cheptels bovins d'Afrique, d'importantes ressources foncières, un marché intérieur de plus de 70 M d'habitants et une consommation de lait en progression sous l'effet de la croissance démographique et de l'urbanisation. Ces avantages restent toutefois insuffisamment valorisés. La productivité demeure faible, les pertes post-récolte sont estimées à près de 60 M de litres par an et plus de 95 % du lait est commercialisé par des circuits informels, limitant la qualité sanitaire, la traçabilité et la valorisation de la production.

Le principal défi réside dans la modernisation de l'ensemble de la chaîne de valeur. La faible performance génétique des troupeaux, les pratiques d'élevage extensives, l'insuffisance des infrastructures de collecte et de chaîne du froid, ainsi que les difficultés d'accès aux marchés freinent le développement de la filière. À cela s'ajoutent les effets du changement climatique, qui fragilisent les systèmes pastoraux traditionnels, alors que la demande urbaine continue de croître.

Le Dairy Development Programme (2025-2035) et la Tanzania Development Vision 2050 visent à transformer durablement le secteur par l'amélioration de la productivité, le renforcement des infrastructures et le développement de la transformation locale. Dans ce contexte, les entreprises françaises disposent d'opportunités dans les domaines de la génétique animale, de la santé animale, de la chaîne du froid, des équipements de transformation et des solutions numériques, autant de secteurs où l'expertise française est reconnue.

Corne de l'Afrique – Djibouti

Par le SE d'Addis-Abeba



Une filière laitière très peu structurée et une transformation industrielle monopolisée par Douda Tazwid Industries

Dans ce pays très aride, la filière laitière demeure de taille extrêmement réduite, dans un contexte de conditions pédoclimatiques peu favorables à l'agriculture. La production nationale reste limitée et principalement issue de l'élevage familial (autoconsommation), et la commercialisation a lieu via des circuits courts informels, tandis que la transformation industrielle des poudres de lait importées est opérée de façon monopolistique par l'entreprise Douda Tazwid Industries. La minuscule filière laitière est encore peu intégrée et largement informelle, marquée par des difficultés de collecte, de transformation et de conformité aux normes sanitaires. Si le cadre réglementaire affiche une volonté d'ouverture aux investissements étrangers, le développement d'une véritable industrie laitière se heurte encore, entre autres, à la faiblesse de la production locale, à l'étroitesse du marché et aux obstacles à l'entrée. Le développement d'une filière laitière est également limité par la faible taille du marché (1,2 million d'habitants).

Un secteur très marginal dans une économie dominée par les activités de services

L'économie djiboutienne est largement dominée par les activités de services (82 % du PIB) portées notamment par les activités portuaires et de transit, ainsi que par les redevances versées par les nombreuses bases militaires étrangères. Les activités industrielles représentent 15,4 % du PIB, tandis que les activités extractives demeurent marginales. Enfin, l'agriculture ne représente que 2,6 % du PIB, dont environ les trois quarts sont imputables à l'élevage¹.

La faible contribution de l'agriculture s'explique en grande partie par les conditions climatiques très arides du pays (moins de 130 mm de précipitations annuelles en moyenne) et par la faible disponibilité des terres arables (moins de 1 000 km² sur un territoire de 23 200 km²). Dans ce contexte, le secteur agro-industriel est très peu développé et ne compte que 4 entreprises structurées à l'échelle nationale². Parmi elles, Douda Tazwid Industries, créée en 2014, occupe une position dominante dans le secteur laitier, notamment à travers ses activités de transformation du lait.

Une filière laitière résiduelle, dominée par les circuits courts informels

La production nationale de lait cru est estimée à environ 15 000 tonnes par an, un niveau globalement stable depuis 2017, dont environ 8 900 tonnes de lait de vache et 6 100 tonnes de lait de chamelle³. Le lait de chèvre, pourtant identifié comme une filière prioritaire par la FAO et issu du cheptel le plus important du pays (500 000 têtes, sur un cheptel toutes espèces confondues estimé à 1 million de têtes), n'apparaît pas distinctement dans ces statistiques, témoignant du caractère largement informel de sa production et de sa commercialisation. Il n'existe pas de système structuré de collecte : le lait cru est principalement commercialisé en circuits courts, sans pasteurisation, transformation industrielle ni contrôle sanitaire systématique. La FAO parle d'une « émergence spontanée de systèmes familiaux ». Par ailleurs, l'Éthiopie, qui dispose d'une filière laitière, n'exporte pas vers Djibouti.

Douda Tazwid Industries : un monopole privé protégé

Toute la transformation laitière moderne du pays repose sur une seule entreprise, Douda Tazwid Industries, qui commercialise ses produits sous la marque Douda Dairy. Fondée en 2014 à Douda, en

¹ Trésor, 2026 ; FAO, 2019.

² Golden Africa Djibouti (raffinage et conditionnement d'huile de palme) ; Douda Tazwid Industries / Douda Dairy (transformation laitière et production de jus de fruits) ; Djibah Seafood (transformation et conditionnement de produits de la mer) ; Établissements Coubèche (production de boissons, notamment Coca-Cola et eau minéralisée, ainsi que production de glace).

³ FAOSTAT (2021).

périphérie de Djibouti-ville, la société fabrique des produits laitiers, largement à partir de matières premières importées (poudre de lait ; d'Europe notamment).

La position dominante de Douda semble par ailleurs bénéficier d'un environnement très protecteur alors que d'importantes restrictions auraient affecté certains concurrents saoudiens, yéménites et néerlandais, notamment via le Laboratoire national d'analyse (LANA). En janvier 2026, un arrêt de production de Douda pendant deux semaines (alors que les importations de lait demeuraient bloquées) a ainsi provoqué une pénurie de lait frais dans le pays⁴.

Cette position monopolistique ne suffit pas à satisfaire la demande nationale. La qualité et le goût du lait commercialisé par Douda font l'objet de critiques, favorisant le développement de circuits parallèles et informels d'approvisionnement, notamment à partir de lait cru produit localement.

Un marché peu qualitatif contourné par la contrebande et les circuits réservés au personnel expatrié

Au-delà des réseaux officiels, une partie du lait consommé à Djibouti serait importée en contrebande : le détroit de Bab-el-Mandeb est un corridor où est signalé la circulation de lait yéménite et saoudien. Par ailleurs le personnel militaire et diplomatique étranger se fournit via des sources alternatives au marché local. Les Forces françaises de Djibouti sont ravitaillées depuis 2016 via un circuit réservé par l'Économat des armées.

Une gouvernance publique encore limitée, soutenue par les partenaires internationaux

La gouvernance de la filière laitière djiboutienne relève principalement du ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources halieutiques, mais demeure peu structurée compte tenu du caractère largement informel de la production. Elle bénéficie néanmoins de plusieurs programmes de développement, notamment le Projet d'Appui aux Filières Agroalimentaires Résilientes (FAR), financé à hauteur de 15 M USD par l'Agence Internationale de Développement de la Banque mondiale dans le cadre de *Djibouti Vision 2035*. Lancé pour moderniser les chaînes de valeur agroalimentaires. Ce projet prévoit notamment un appui à la filière caprine, importante pour la production laitière. La FAO intervient également comme partenaire technique dans le développement de l'élevage et l'amélioration des chaînes de valeur.

Enjeux et perspectives : des atouts considérables, mais un impératif de modernisation

Sur le plan légal, Djibouti offre un cadre très ouvert aux investisseurs étrangers : aucun partenaire djiboutien n'est imposé aux entreprises étrangères, sauf dans certains secteurs réglementés, et les zones franches permettent une détention étrangère à 100 %, avec d'importantes exonérations fiscales. La DIFTZ (*Djibouti International Free Trade Zone*) inclut notamment l'agroalimentaire parmi ses secteurs prioritaires.

Pourtant, aucun grand groupe laitier étranger n'a investi à Djibouti, malgré leur présence dans d'autres pays africains. Cette faible attractivité s'explique notamment par la taille réduite du marché intérieur (1,2 million d'habitants) et par les pratiques entourant Douda qui créent des entraves à l'entrée du marché.

⁴ [Djibouti sans lait ! - article de presse de La Voix de Djibouti janvier 2026](#)

Corne de l'Afrique – Érythrée

Par le SE d'Addis Abeba



Un potentiel laitier freiné par de multiples contraintes structurelles

Le secteur laitier érythréen est très embryonnaire et majoritairement dominé par les petits exploitants qui assurent environ 90 % de la production. Malgré un potentiel laitier, le secteur reste principalement orienté vers la subsistance et dépend fortement des canaux informels de distribution. La filière fait face à de nombreux obstacles notamment les coûts élevés des aliments pour animaux, les difficultés d'accès à l'eau, les coupures d'électricité fréquentes, une capacité minime de transformation, ainsi qu'une présence limitée d'infrastructures de transport. La présence de ces contraintes signifie toutefois que le secteur comporte des opportunités d'investissement, notamment dans l'alimentation animale, les services vétérinaires, le développement de la génétique, la chaîne du froid, la logistique et la transformation des produits laitiers.

Un secteur embryonnaire en besoin de plus d'investissement

En Érythrée l'agriculture de subsistance est pratiquée par environ de 70 % de la population active, pour laquelle le secteur représente un moyen de survie. Le secteur, qui contribue seulement à hauteur de 18 % au PIB du pays, représente entre 20 et 30 % des exportations de matières premières. Le secteur de l'élevage quant à lui contribue à hauteur de 30 % au PIB agricole de l'Érythrée. En 2024, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estimait le cheptel érythréen à 2,2 M de bovins, 1,9 M de caprins, 2,5 M d'ovins et 407 000 camélidés. Cependant, les chèvres et les chameaux étant principalement détenus par les populations pastorales, il est difficile de faire une estimation exacte de leurs effectifs.

En ce qui concerne la production laitière, le lait de vache est le principal lait produit dans le pays. En 2024, la FAO estimait la production laitière totale de l'Érythrée à 147 900 tonnes, 81,1 % provenant des vaches, suivi par le lait de chamelle (8,4 %), le lait de chèvre (6,4 %) et le lait de brebis (4,0 %). En Érythrée, l'élevage laitier est principalement pratiqué par des petits exploitants et se limite très souvent à l'élevage de subsistance en raison du coût élevé des aliments pour animaux, de l'accès limité à la ressource en eau (sécheresses, infrastructures limitées) ainsi qu'aux disparités de prix entre les zones urbaines et les zones rurales, ce qui rend l'approvisionnement en ville très irrégulier. De ce fait, la population urbaine a souvent recours au lait en poudre qui est importé. Ainsi, en 2024, l'Érythrée a importé pour 52 000 USD de produits laitiers dont 61,5 % correspondaient au lait en poudre. Ce chiffre connaît toutefois une chute importante depuis 2019, année durant laquelle le pays a importé 5,2 M USD de produits laitiers.

Les races bovines locales présentes de manière prédominante en Érythrée sont la race Barka et la race Arado. La race Barka dont la présence est importante dans les basses terres de l'ouest du pays est celle qui a une productivité relativement élevée parmi les races locales, avec une capacité de production journalière comprise entre 6 et 8 l. D'autre part, dans le cadre du *Dairy Farm Project* qui a débuté en 2017 et qui visait à augmenter la productivité laitière du pays, 600 bovins des races améliorées Brown Swiss, Holstein et Fleckvieh ont été importées depuis l'Allemagne. Le gouvernement a ensuite procédé à la multiplication de ces animaux avant de les distribuer aux éleveurs.

Bien que le secteur soit dominé par les très petits exploitants à hauteur de 90 %, il existe quelques entreprises spécialisées dans la transformation du lait notamment la *Halhale Dairy Project* et *Asmara Dairy* détenus par l'Etat, et des entreprises privées telles que *FT Dairy Products* et *Azeb Dairy Farm*. Ces entreprises ont une capacité de transformation cumulée de 20 000 l/jour. Outre le lait, elles produisent également du fromage, des yaourts, du beurre et de la crème.

La distribution des produits laitiers est très largement informelle

La collecte de lait en Érythrée se déroule à travers un mélange de canaux traditionnels et formels, plus de 50 % de la production laitière étant vendue à travers des canaux informels car ils permettent d'obtenir rapidement des liquidités et de réduire les frais généraux. De plus, le lait étant principalement consommé

frais, les consommateurs l'achètent directement aux éleveurs situés dans les zones péri-urbaines ainsi que sur les marchés locaux. Certains éleveurs vendent également leurs produits aux entreprises industrielles spécialisées dans la transformation du lait. Ces dernières quant à elles distribuent leurs produits directement aux commerces et consommateurs urbains notamment les supermarchés, les hôtels, les restaurants, etc. Il existe également des commerçants non agréés par l'Etat qui collectent le lait auprès des éleveurs situés dans les zones rurales et péri-urbaines pour ensuite le vendre sur les marchés urbains. En outre, des coopératives de petits exploitants collectent le lait auprès de leurs membres afin de le distribuer aux résidents à proximité. Enfin, l'*Eritrean Crops and Livestock Corporation* se charge de la collecte et la distribution au niveau régional et met à disposition des produits laitiers à des prix contrôlés, notamment dans la région Gash-Barka.

Le ministère de l'Agriculture et plus précisément le département des services de réglementation (RSD) est l'entité en charge des contrôles de qualité et de sécurité tandis que la division du développement des cultures et de l'élevage supervise le développement stratégique de la filière laitière, la formation des éleveurs, le développement de la génétique animale ainsi que les systèmes de gestion des données.

En ce qui concerne la consommation des produits laitiers, les nombreuses coupures d'électricité compliquant la conservation du lait, celui-ci est consommé le jour même de sa production. Le surplus est ensuite transformé en beurre, fromage et lait fermenté permettant une meilleure conservation. Le lait en poudre (importé à 100%) se conservant plus longtemps, celui-ci est privilégié dans les zones urbaines, notamment dans les cafés et les restaurants où l'accès au lait frais est limité.

Contraintes et perspectives d'investissement

Bien que l'élevage laitier constitue un secteur important pour la subsistance de la population érythréenne, il fait face à maints problèmes notamment un accès très irrégulier à l'électricité rendant la conservation des produits laitiers très difficile. En outre, le coût élevé de l'alimentation animale, un accès limité à l'eau et aux pâturages en raison du changement climatique et des sécheresses, sont la cause d'une mortalité animale importante et diminuent la productivité. D'autre part, les maladies du bétail aggravées par le nombre limité de services vétérinaires et les déplacements transfrontaliers constituent un problème majeur pour le secteur. Enfin, le manque d'infrastructures de formation, l'accès limité aux services financiers et aux réseaux de transport représentent des entraves majeures à l'accès des éleveurs aux marchés.

Malgré les nombreux obstacles auxquels fait face l'élevage en Érythrée, le secteur présente des opportunités d'investissement. L'amélioration des pratiques de l'élevage et de la santé animale, à travers l'offre de fourrage de qualité, de services vétérinaires plus accessibles, de formations aux éleveurs et de solutions d'amélioration de la génétique animale figurent parmi les perspectives d'investissement dans le secteur. En outre, des opportunités existent dans la commercialisation et la logistique notamment à travers le développement des infrastructures d'adduction d'eau, des réseaux de transport et de la chaîne du froid. Enfin, le nombre limité d'industries de transformation laitière présente un potentiel d'investissement dans la filière.

Corne de l'Afrique – Éthiopie

Par le SE d'Addis Abeba



Un potentiel laitier important, mais encore largement sous-exploité

Bien que l'Éthiopie possède le plus grand cheptel d'Afrique, sa productivité laitière reste faible en raison de la présence limitée de races améliorées, d'alimentation adéquate, et du faible accès aux services vétérinaires et aux technologies. De plus, des facteurs tels que des périodes de jeûne prolongées et fréquentes, une faible productivité et un niveau de pauvreté élevé de la population (près de 45 % de la population vit sous le seuil de pauvreté de 3 USD/jour) limitent la consommation du lait en Éthiopie à environ 19 l/personne/an. D'autre part, le secteur est dominé par de très petits producteurs qui privilégient les canaux de distribution informels de proximité limitant le développement de l'industrie laitière. Toutefois, un potentiel important existe pour cette filière, et l'arrivée prochaine de distributeurs modernes comme Carrefour alliés à de grands groupes éthiopiens peut permettre de le développer.

Un secteur à productivité limité, bénéficiant d'un soutien gouvernemental depuis 2022

En Éthiopie, le secteur de l'élevage représente 17 % du PIB national et 39 % du PIB agricole. Au sein de ce secteur, la filière laitière contribue à un tiers de la valeur ajoutée totale générée par l'élevage, tenant une place principale dans la génération de revenu. En 2021/2022, la production laitière éthiopienne était principalement issue de l'élevage bovin, qui représentait environ 68,5 % de la production nationale, selon les services éthiopiens de la statistique. Le lait de chamelle quant à lui constituait 24,8 % de la production, et le lait de chèvre 6,7 %. Les deux derniers sont principalement produits et consommés dans les régions pastorales et agro-pastorales du pays, notamment dans les régions Somali et Afar, ainsi que dans le sud et le sud-est de la région Oromia.

Avec un cheptel estimé à 70 M de bovins, 53 M de chèvres, 43 M de moutons et 8 M de camélidés, l'Éthiopie possède le plus grand cheptel d'Afrique. Bien que cette abondance représente une opportunité majeure pour le développement de l'industrie laitière du pays le secteur reste peu performant et la productivité laitière éthiopienne figure parmi les plus faibles au monde (1,5 l / jour pour les races locales). Cette faible productivité s'explique notamment par la présence limitée de races améliorées, la population bovine étant composée à 97 % de races locales telles que la Boran, la Fogera et la Horro, qui assurent la majorité de la production de lait du pays. Les races améliorées (en race pure ou croisées avec les races locales), principalement la Frisonne-Holstein et dans une moindre mesure la Jersey, représentent les 3% restant et sont majoritairement présent dans des zones urbaines et périurbaines à fort potentiel laitier, au sein d'exploitations commerciales et chez des petits exploitants orientant leurs productions vers le marché.

À l'heure actuelle, le secteur laitier reste principalement dominé par les petits exploitants, qui représentent 95 % de la production nationale, contre environ 5 % pour les entreprises industrielles. Cette structure souligne le rôle central du marché informel dans la filière et le développement limité de l'industrie de transformation laitière qui aujourd'hui est dominé par trois entreprises approvisionnant principalement les grandes villes ; *Lamme Dairy PLC* (filiale du conglomérat éthiopien majeur MIDROC, qui vient de signer un accord de franchise avec Carrefour), *Sebeta Agro PLC* et *Holland Dairy*. Ces dernières se concentrent sur la production de lait pasteurisé et UHT ainsi que de yaourt, de beurre et de fromage. Les capacités de transformation restent toutefois très limitées faute d'un approvisionnement en quantité et en qualité constantes, obligeant les entreprises à se diversifier verticalement pour intégrer des élevages dans leurs activités. C'est pourquoi le gouvernement éthiopien a inclus le développement du secteur comme l'un des moteurs de la croissance économique éthiopienne sur 10 ans, créant la Stratégie nationale de développement du secteur laitier (2022-2031) visant à quadrupler la production laitière d'ici 2031. En outre, en 2022, le gouvernement éthiopien a lancé le programme *Yelemat Tirufat*, dans l'objectif d'augmenter la production et la consommation de protéines animales dans le pays. Pour le secteur laitier, ceci consiste principalement dans l'augmentation du croisement des vaches laitières afin d'augmenter leur productivité. Selon le ministère, cette initiative a permis d'enregistrer des progrès notables, la production laitière étant passée de 7,1 Md l en 2021/2022 à 13,1 Md l en 2024/2025.

Entre traditions et nouvelles tendances urbaines, une chaîne de valeur peu développée et une consommation modérée de produits laitiers

En Éthiopie, la collecte de lait repose sur un réseau composé de producteurs, coopératives, collecteurs et transformateurs. Les producteurs situés dans des zones périurbaines et à proximité des principaux bassins laitiers commercialisent leur lait auprès des coopératives, des collecteurs privés ou directement auprès des transformateurs. Cependant, les producteurs éloignés des principales infrastructures routières et de collecte sont pénalisés par la faible couverture routière et sont obligés de transformer le surplus de leur production sur place. Les collecteurs individuels quant à eux n'ont pas accès à des équipements assurant une chaîne du froid satisfaisante et collectent le lait dans des bidons, tandis que les coopératives développent progressivement des centres de collectes équipés pour réaliser des contrôles (teneur en matières grasses, charge bactérienne, température et adultération). A l'heure actuelle, environ 500 coopératives laitières existent dans le pays, ouvrant des marchés à leurs membres et leur fournissant les intrants nécessaires à la production de lait. Au-delà des coopératives qui assurent les premiers contrôles avant distribution, le secteur est régulé par l'*Ethiopian Food and Drug Authority* (EFDA, dépendant du ministère de la Santé), qui évalue la qualité, la sécurité et l'hygiène des produits laitiers transformés, et l'*Ethiopian Meat and Dairy Industry Development Institute* qui opère sous la tutelle du ministère de l'Industrie pour soutenir les industriels. En outre, les administrations locales et régionales gèrent les questions relatives aux autorisations, à la conformité commerciale et assurent le suivi de la distribution au niveau des districts. Enfin, le ministère de l'Agriculture supervise le développement du secteur, les politiques de l'élevage et les stratégies de production.

Le marché laitier reste orienté vers une consommation traditionnelle, le lait étant principalement consommé cru ou fermenté (« ergo »), notamment par les populations nomades dont les produits laitiers constituent avec la viande la base de l'alimentation. Le surplus est transformé en beurre, beurre clarifié ou encore en « *ayib* » (fromage blanc). Le yaourt et le lait en poudre quant à eux sont très peu consommés dans les zones rurales et sont une tendance urbaine : le yaourt est produit par les quelques industries laitières et la poudre de lait est importée. L'Éthiopie importe annuellement environ 50 M USD de produits laitiers notamment du lait en poudre, du beurre et du fromage, destinés aussi bien à la consommation des ménages qu'aux restaurants et aux industries. Les fournisseurs sont des pays de l'UE comme les Pays-Bas, la France et l'Allemagne, ainsi que les Emirats Arabes Unis et la Nouvelle-Zélande. Toutefois, la consommation de produits laitiers demeure parmi les plus faibles du monde avec seulement 19 l de lait consommé par personne par an contre 110 l au Kenya. Ceci est dû aux périodes de jeûne religieux fréquentes et prolongées des Orthodoxes éthiopiens (plus de 200 jours par an), à la faible productivité et au niveau de pauvreté élevé.

Un potentiel de développement important, notamment dans les services et équipements d'élevage

La croissance démographique, l'urbanisation et la hausse de la demande en produits laitiers ouvrent des perspectives importantes pour le développement de la filière. Avec une population estimée à 140 M d'habitants et une croissance démographique de 2,5 % par an, le marché intérieur présente un potentiel significatif. La modernisation de la filière crée notamment des besoins dans la production de fourrages, l'amélioration génétique, la fourniture de semences bovines et d'azote liquide, ainsi que dans les services d'insémination artificielle. Le développement de solutions associant intrants, formation et conseil pourrait également améliorer la productivité des petits éleveurs. Enfin, le faible niveau de transformation industrielle laisse entrevoir des possibilités de développement dans la collecte, la chaîne du froid et la transformation des produits laitiers.

Corne de l'Afrique – Soudan



Par le SER de Nairobi

Une production laitière importante confrontée à de fortes contraintes de structuration

Malgré l'importance de son cheptel, estimé à 115,4 M de têtes, la filière laitière soudanaise demeure peu structurée et caractérisée par une faible productivité. La production laitière atteignait 4,51 M de tonnes en 2023. Elle provient principalement des systèmes traditionnels et pastoraux. La productivité des bovins locaux reste faible, entre 5 et 10 litres par vache et par jour, tandis que les races améliorées et leurs croisements avec les races locales offrent des rendements supérieurs, mais à des coûts d'exploitation plus élevés. La collecte et la transformation industrielle restent concentrées autour des grandes villes, notamment Khartoum. Le groupe DAL, premier acteur du secteur, dispose d'une capacité de production d'environ 160 tonnes par jour et représenterait près de 60 % du marché. Une vingtaine de petites laiteries sont également implantées autour de la capitale et reprennent progressivement leurs activités après la guerre. L'insuffisance de l'offre locale maintient une dépendance aux importations, qui ont atteint 86 M USD en 2025. Le développement de la filière reste limité par la faiblesse des capacités institutionnelles, le manque de services vétérinaires et la dépendance aux importations d'équipements, médicaments, vaccins et autres intrants. Malgré ces contraintes, le secteur présente un potentiel important, compte tenu de l'ampleur du cheptel et de la demande intérieure.

Une production laitière estimée à 4,5 M de tonnes, principalement issue des systèmes traditionnels

Malgré l'importance du cheptel, la filière laitière demeure peu structurée et caractérisée par une faible productivité, des pertes importantes. Le Soudan possède l'un des plus importants cheptels d'Afrique, estimé à environ 115,4 M de têtes, dont 42,9 M de moutons, 33,8 M de chèvres, 33,5 M de bovins et 5,1 M de chameaux. Le cheptel est principalement détenu par de petits exploitants, des pasteurs et des éleveurs traditionnels, tandis qu'une part limitée de la production provient d'exploitations commerciales.

Selon les estimations de la FAO pour 2023, la production laitière du Soudan s'élève à environ 4,51 M de tonnes, dont 2,91 Mt de lait bovin, 1,13 Mt de lait de chèvre, 0,41 Mt de lait de brebis et 0,06 Mt de lait de chamelle. La production est principalement issue des systèmes traditionnels et pastoraux, tandis qu'environ 13 % proviendrait des zones périurbaines et 4 % des laiteries modernes. La production commerciale est essentiellement concentrée sur le lait bovin. Dans les systèmes pastoraux, une part importante de la production est destinée à l'autoconsommation des ménages, tandis que la demande commerciale est principalement concentrée dans les zones urbaines.

La productivité des races bovines locales est faible, variant entre 5 et 10 litres de lait par vache et par jour. L'exploitation de races bovines améliorées, notamment à travers le croisement de races améliorées avec des races locales, permet d'accroître sensiblement la productivité laitière, mais entraîne des coûts d'exploitation plus élevés, notamment en raison des besoins en alimentation, des conditions climatiques et des soins vétérinaires.

Une collecte et une transformation concentrée sur la capitale et dépendance de l'importation

Sur un total de 15 entreprises laitières, dont la capacité varie de 10 à 800 tonnes, situées dans les centres urbains de Khartoum, d'Al Gezira, du Kordofan et du Nile River, seules 6 sont opérationnelles. Certaines grandes usines de transformation du lait exploitent leurs propres fermes laitières modernes à grande échelle, équipées de vaches laitières de race Holstein-Friesian importées, de systèmes de traite modernes et de bâtiments d'élevage à température contrôlée. Elles préfèrent s'approvisionner auprès de leurs propres fermes ou de fermes laitières commerciales sélectionnées comptant généralement plus de 100 vaches. CAPO du groupe DAL, la plus grande entreprise laitière du pays avec une production de 160 tonnes par jour représentant 60 % du marché, possède sa propre ferme laitière moderne de 6 600 têtes de bétail. Elle achète également du lait à d'autres fermes laitières et gère un réseau de 22 centres de collecte, dont 60 % sont situés dans la grande région

de Khartoum. CAPO utilise des pratiques d'élevage laitier avancées, notamment des techniques d'insémination artificielle, des machines à traire pour le bétail, des installations de refroidissement du lait ainsi qu'une infrastructure de chaîne du froid pour le transport. **Après avoir interrompu leurs activités en raison de la guerre, les laiteries reprennent progressivement leur production.** Le Soudan demeure également dépendant des importations pour compenser l'insuffisance de l'offre locale. Les importations de produits laitiers ont représenté environ 86 M USD en 2025, contre 148 M USD en 2022, avant le déclenchement de la guerre.

En 2021, l'AFD a financé une mission d'assistance technique en vue du développement des chaînes de valeur des filières viande et lait. La mission a identifié la région de la Gézira comme l'une des régions ayant un potentiel important pour le développement d'une chaîne de valeur de production laitière. Il y aurait sur le périmètre de la Gézira environ 130 000 fermiers (dont 40 % possèderaient des vaches) et 100 000 vaches, mais seulement 25 000 productrices de lait. L'idée était de travailler, à l'aide d'un FASEP, au développement de centres de collecte dans de petites exploitations et à la transformation sous la forme de mini-laiteries.

Un cadre institutionnel marqué par des moyens financiers et humains limités

La faiblesse des capacités institutionnelles constitue une des principales contraintes pour le développement de la filière. Le ministère chargé de l'élevage est responsable de la définition des politiques, de la réglementation du commerce et de la lutte contre les maladies animales. Ses moyens humains et financiers restent toutefois insuffisants. Les services vétérinaires sont notamment confrontés à un manque de financement, d'équipements et de capacités opérationnelles. Des réglementations inefficaces et le faible contrôle des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments ont freiné l'évolution du secteur laitier vers un secteur compétitif. La vente de lait non traité, considéré comme impropre à la consommation humaine, est très répandue. Le secteur demeure fortement dépendant des importations pour de nombreux équipements et consommables, notamment les équipements de traite, les médicaments vétérinaires, les vaccins, les produits de nettoyage et autres fournitures spécialisées. Cette dépendance entraîne des délais d'approvisionnement importants, des procédures administratives complexes et des coûts élevés. La formation et la qualification du personnel constituent également un enjeu majeur pour l'amélioration de la productivité et de la qualité sanitaire du lait. La santé animale représente une contrainte importante, notamment en raison de la prévalence de maladies.

Océan Indien – Madagascar

Par le SE de Tananarive



Une filière laitière stratégique pour la sécurité alimentaire, mais encore insuffisamment développée pour répondre à la demande croissante

La filière laitière malgache est dynamique et à fort potentiel, mais reste principalement familiale et concentrée dans les Hautes Terres, notamment le « Triangle laitier ». Elle fait face à plusieurs contraintes : faible productivité, infrastructures et équipements insuffisants, collecte peu structurée, problèmes d'alimentation et de santé animale, entraînant des coûts élevés, des risques sanitaires et de faibles revenus pour les éleveurs. Le secteur industriel, porté notamment par Tiko, Socolait et Habibo, est dynamique mais encore sous-exploité. La filière fait vivre des dizaines de milliers de petits exploitants, tandis que la consommation nationale reste très faible (5 à 7 litres de lait par habitant et par an), ce qui laisse entrevoir un important potentiel de croissance. Pour accompagner sa modernisation, le gouvernement a adopté en décembre 2025 le PDSEM 2026-2030, doté d'environ 130 M USD, avec une priorité donnée à la santé animale et au renforcement de la couverture vétérinaire. Les entreprises et partenaires français disposent d'une expertise et d'une implantation solides pour contribuer à cette transformation.

Une production laitière encore limitée, principalement assurée par les exploitants ruraux

La production laitière malgache est très majoritairement dominée par le lait de vache (absence de statistiques relatives au lait de chèvre ou de brebis), **mais reste encore limitée**. Les systèmes laitiers spécialisés représenteraient 3 % du cheptel national⁵, pour une production estimée à 347 M de litres en 2024, et un nombre réduit de têtes bovines (près de 90 000). La production nationale est géographiquement concentrée sur les hautes terres centrales (179 M de litres soit 51,7 % du total), plus spécifiquement dans un « triangle laitier » incluant les régions Vakinankaratra Analamanga, et Itasy (sud-ouest de la capitale Tananarive), qui représenterait à elle seule entre deux tiers et 80 % de cette production, Le Nord-ouest produit pour sa part 134 M de litres (38,7 %) et le Sud du pays 33 M de litres (9,6 %).

La filière repose essentiellement sur plusieurs dizaines de milliers de petits exploitants ruraux, qui détiennent en moyenne entre une et cinq vaches laitières. Cette structure de production largement familiale et dispersée, constitue l'une des principales caractéristiques de la filière laitière malgache. Outre le zébu local (race dominante dont la production moyenne ne dépasse généralement pas 2 à 4 litres de lait par jour), les autres races présentes à Madagascar sont principalement issues d'importations (entre 1840 et 1921) et affichent des niveaux de performance variables : la Pie rouge norvégienne (PRN, introduite dans les années 1960, produit en moyenne 10 à 15 litres par jour. Les races Holstein, ainsi que dans une moindre mesure la Montbéliarde et la Normande peuvent atteindre 25 et 30 litres) par jour et les races issues de croisements (dite « rana », « zafindraony » « renitelo », présentent quant à elles une production moyenne de 5 à 8 litres par jour).

Les principales contraintes de production incluent notamment la faible productivité et les rendements limités des races laitières locales, confrontées par ailleurs à la concurrence des produits laitiers importés. Elles sont également liées à la qualité insuffisante de l'alimentation animale, notamment des fourrages, particulièrement pendant la saison sèche, ainsi qu'à des difficultés de régularité d'approvisionnement. A cela s'ajoute le manque d'infrastructures de collecte et de chaîne du froid (couplé aux perturbations de l'alimentation électrique), ainsi que des insuffisances en matière de santé animale (accès aux services vétérinaires, contrôles sanitaires, etc). L'ensemble de ces contraintes se traduit par des coûts de production plus élevés, des risques sanitaires accrus et, in fine, par des revenus faibles pour les éleveurs concernés. À noter toutefois qu'un projet visant à améliorer la production de fourrage est actuellement envisagé, mais que celui-ci serait principalement destiné à l'exportation.

⁵ Plan directeur du secteur élevage de Madagascar ([PDSEM](#)) : note de synthèse de la filière bovine et laitière. Ministère de l'élevage, février 2026

Une filière qui se structure principalement autour de petits producteurs résilients du secteur informel

Après la crise politique de 2009 et la fermeture temporaire de Tiko, la filière s'est réorganisée autour de collecteurs artisanaux et de nouveaux acteurs industriels. Les coopératives jouent aujourd'hui un rôle important dans l'encadrement des producteurs, notamment dans le « triangle laitier ». Leur capacité de collecte reste toutefois limitée. Une part importante du lait transite ainsi par des circuits informels et artisanaux, qui approvisionnent directement les marchés urbains. Cette organisation limite la structuration de la collecte et contribue à la dépendance persistante du pays aux importations de produits laitiers.

Les coopératives laitières (telles que Rova, dans le Vakinankaratra) jouent un rôle important dans l'encadrement des élevages à travers les organisations de producteurs répartis sur toute la zone du triangle laitier. Cependant, elles souffrent d'un manque d'efficacité en matière de collecte des produits, ce qui les pousse à développer des mini-laiteries. La filière informelle et artisanale occupe effet une place importante dans le secteur. Elle repose notamment sur des transformateurs artisanaux produisant du lait caillé destiné aux marchés locaux, ainsi que sur des intermédiaires mobiles qui collectent le lait acheté auprès de petits éleveurs avant de le revendre directement dans les villes. Le marché se caractérise par une offre diversifiée, composée principalement de fromages, de yaourts artisanaux et industriels, de beurre, ainsi que de lait frais. La demande en lait et produits laitiers augmente, notamment dans les zones urbaines, mais le pays reste dépendant des importations de lait en poudre et de produits laitiers.

Une industrie de transformation dynamique mais encore peu orientée vers les marchés extérieurs

Le marché est actuellement dominé par l'entreprise locale Socolait, du groupe Basan, spécialisée dans la fabrication de produits laitiers, beurre, fromage, yaourts, lait concentré sucré d'Antsirabe, farine de blé infantile de la marque emblématique Farilac lancée en 1984. Socolait s'appuie sur un réseau de collecte de lait frais auprès de 3 000 exploitations agricoles de la région du Vakinankaratra, lui permettant de collecter entre 6 et 7 M de litres de lait par an. Le lait concentré représenterait environ deux tiers 2/3 de son chiffre d'affaires devant les yaourts. L'entreprise dispose, par ailleurs, d'un réseau de distribution de 4300 points ventes, principalement implantés dans les grandes villes du pays. La société a été acquise en 2019 par le groupe Basan en partenariat avec le groupe français Andros contrôlé par les familles Gervoson-Chapoulart. Elle détiendrait actuellement environ 60 % du marché local. Plus récemment, le groupe a également fait l'acquisition, de son principal concurrent, Food & Beverage, renforçant ainsi sa position sur le marché et lui permettant de diversifier sa gamme de produits.

Outre Socolait, plusieurs opérateurs sont présents sur le marché, selon des modèles économiques et des positionnements différents. Depuis 2019, l'entreprise locale Habibo Dairy (filiale du groupe Habibo) importe ainsi du lait en poudre, qu'elle transforme localement en lait UHT sous licence Candia. De son côté, Maurilait (filiale du groupe mauricien Eclosia), assure la distribution locale des yaourts de marque Yoplait. Ancien acteur majeur du marché, Tiko, aujourd'hui renommé AAA, peine encore à relancer pleinement son outil industriel. RAVO Food and Dairy Processing, entreprise malgache, est active dans la transformation agroalimentaire et la transformation de produits laitiers. Enfin, la laiterie Maminiana se concentre pour sa part sur la production de fromages.

Les ventes restent dominées par le lait en poudre, le lait concentré, les yaourts et le lait pasteurisé, tandis que les produits à plus forte valeur ajoutée progressent avec l'urbanisation et l'évolution des habitudes alimentaires. Les capacités de transformation demeurent toutefois sous-utilisées et Madagascar reste peu intégré aux marchés régionaux. Les exportations de produits laitiers n'ont atteint que 696 000 USD en 2025.

Une consommation laitière encore faible, malgré une demande nationale en progression

Madagascar figure parmi les faibles consommateurs de produits laitiers du continent africain, avec une consommation moyenne estimée entre 5 et 7 litres par habitant et par an, contre près de 12 litres dans la capitale. La demande, en progression, reste supérieure à la production nationale et nécessite des importations de produits laitiers comprises entre 19 et 25 M USD par an. Les produits transformés, notamment les yaourts et les fromages, gagnent progressivement en popularité avec l'évolution des habitudes alimentaires.

La demande intérieure devrait continuer de progresser, portée par l'urbanisation, l'émergence d'une classe moyenne et le développement des réseaux de distribution. Les gouvernements successifs ont parallèlement cherché à accroître la productivité par l'importation de races européennes, avec près de 2 100 vaches Holstein en 2005-2006 et 165 Normandes et Montbéliardes françaises en 2021. Les résultats restent toutefois mitigés, notamment en raison des contraintes liées à l'alimentation et à la santé animales ainsi que des coûts de production élevés.

Un ambitieux plan de modernisation de la filière, bénéficiant d'une expertise française déjà bien implantée

En termes de gouvernance, la filière locale est organisée autour du *Malagasy Dairy Board* (MDB). Le MDB est un groupement d'intérêt économique (GIE) créé en 2004 à l'initiative du Ministère en charge de l'agriculture et l'élevage, en collaboration avec la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Le MDB est chargé de la coordination et de la promotion de la politique nationale, ainsi que de l'amélioration de la production et de la consommation locale de lait. A travers son plan d'action établi en 2023, le MDB vise principalement à améliorer la compétitivité du lait local, une meilleure organisation de la chaîne de valeur, permettant in fine un renforcement de la sécurité alimentaire.

Afin de moderniser la filière, le Programme de Développement de l'Élevage et des Systèmes d'Élevage à Madagascar (PDSEM) vise à augmenter la productivité laitière nationale sur la période 2026-2030 pour un budget évalué à 547,4 Md MGA (128 M USD). Cette stratégie s'articule autour de cinq composantes : i) sécurisation l'alimentation animale (30,1 % du coût total, notamment l'aménagement de 25 000 ha de cultures fourragères), (ii) amélioration de la génétique et de la reproduction (7,7 % ; introduction de génisses hautement productives, insémination artificielle), (iii) amélioration de la santé animale et la couverture vétérinaire (33,7 % ; campagnes massives de vaccins), (iv) renforcement des infrastructures et systèmes de marché (9,5 % circuits de collecte, chaîne de froid...) et une meilleure gouvernance et renforcement des institutions (19,0 %)⁶.

Les entreprises françaises ainsi que les partenaires techniques et financiers disposent d'une expertise reconnue pour accompagner cette modernisation. Des acteurs historiques français, tels que le groupe Andros, à travers Socolait, sont d'ores et déjà présents dans le secteur. En 2021, des vaches de races normande et montbéliarde ont notamment été fournies par la société Coopex, grâce à un financement du programme Fihariana de la Présidence de la République de Madagascar. Des intrants destinés à la santé animale d'origine française sont également utilisés au sein de la filière, notamment ceux des groupes Virbac et Ceva, distribués localement par des acteurs tels qu'Agrivet (groupe Inviso) ou Terra Agricom. Par ailleurs, des partenaires français tels que le CIRAD et l'IRD apportent leur expertise scientifique, notamment en matière de recherche et d'études. L'Agence française de développement contribue également à cet accompagnement, notamment à travers le financement d'organisations non gouvernementales telles qu'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF).

⁶ PDSEM

Océan Indien – Maurice

Par le SE de Tananarive



Une industrie de transformation moderne dans un marché structurellement dépendant des importations

La filière laitière mauricienne repose sur un paradoxe structurel : une production locale couvrant moins de 6 % des besoins nationaux, contrastant avec une industrie de transformation parmi les plus développées de la région, alimentée principalement par des importations de lait et de crème en poudre néo-zélandais. La production de lait a toutefois progressé, passant de 1,8 million de tonnes en 2020 à 2,9 millions en 2025. Malgré les efforts engagés pour développer la production, les contraintes foncières, les coûts élevés des intrants et l'insularité limitent la compétitivité de la filière. La transformation, dominée par Maurilait, est structurée de manière satisfaisante, bien que dépendante des approvisionnements extérieurs. Cette dépendance offre des opportunités aux entreprises françaises, déjà bien positionnées sur les fromages et le lait liquide, ainsi que sur les produits laitiers premium et les équipements destinés à l'industrie agroalimentaire.

Une production locale insuffisante confrontée aux contraintes structurelles de l'insularité

La production laitière nationale demeure insuffisante pour répondre pleinement à la demande intérieure.

Cette situation résulte de plusieurs contraintes structurelles. La disponibilité des terres agricoles est fortement limitée, la culture historique de la canne à sucre qui mobiliserait plus de 60% des 65 000 hectares de terres potentiellement disponibles pour l'agriculture. À ces contraintes foncières, s'ajoutent des coûts de production élevés, liés à la dépendance aux aliments pour bétail importés, aux surcoûts logistiques induits par l'insularité et à la faible taille des exploitations, qui limite les gains de productivité et les économies d'échelle.⁷ et pèse ainsi sur la compétitivité de la filière.

La filière repose essentiellement sur de petites exploitations familiales caractérisées par un faible recours aux intrants et des rendements modestes.

En 2022, la filière comptait 314 éleveurs détenant 2 111 bovins laitiers.⁸ Selon Statistics Mauritius, la production nationale de lait frais est passée d'environ 1,8 M de litres en 2020 à 2,8 M de litres en 2024, soit une progression de 57,8 % sur la période⁹ (voir en annexe). Cette progression traduit les efforts entrepris pour améliorer la filière, mais demeure insuffisante pour réduire significativement la dépendance du marché intérieur aux approvisionnement extérieurs. Selon le National Audit Office, la production locale couvre en effet moins de 6 % des besoins nationaux en lait et produits laitiers.¹⁰ La consommation domestique de lait (hors beurre) a été de 25,5 M de litres en 2024¹¹. La politique de développement de la filière est conduite par le ministère de l'Agro-industrie, de la Sécurité alimentaire, de l'Économie bleue et de la Pêche, avec l'appui du *Food and Agricultural Research Extension Institute* (FAREI), chargé de la recherche appliquée, de la diffusion des innovations techniques et de l'accompagnement des éleveurs.

Le développement de la production laitière constitue l'un des axes de la stratégie mauricienne de renforcement de la sécurité alimentaire. Le *Strategic Plan 2024-2030* fixe ainsi l'objectif de porter la production nationale à 6 M de litres de lait par an, soit plus du double du niveau atteint en 2025. Pour y parvenir, les autorités misent notamment sur le renforcement du cheptel laitier, l'amélioration des services vétérinaires et des dispositifs l'insémination artificielle, un meilleur accès aux intrants ainsi que sur le développement du soutien à la commercialisation et à la transformation de la production locale.¹²

⁷ *Strategic Plan 2024-2030*, Ministry of Agro-Industry and Food Security : <https://agriculture.govmu.org/Documents/Strategic%20Plan%202024-2030/Strategic%20Plan%20-%2030.09.2024%20FINAL.pdf>

⁸ Ibid

⁹ Statistics Mauritius – Digest of Agricultural Statistics 2024
https://statsmauritius.govmu.org/Pages/Statistics/By_Subject/Agriculture/Agri.aspx

¹⁰ National Audit Office (Maurice), *Enhancing Food Security and Sustainable Agricultural Practices in Mauritius*, Performance Audit Report (SDG 2 – Zero Hunger) <https://nao.govmu.org/nao/wp-content/uploads/PerformanceAuditReport/2023-2024/Enhancing-Food-Security.pdf>

¹¹ Statistics Mauritius – Food Balance Sheet 2020-2024 https://statsmauritius.govmu.org/Pages/Statistics/By_Subject/Agriculture/Agri.aspx

¹² *Strategic Plan 2024-2030*, Ministry of Agro-Industry and Food Security : <https://agriculture.govmu.org/Documents/Strategic%20Plan%202024-2030/Strategic%20Plan%20-%2030.09.2024%20FINAL.pdf>

Une filière laitière structurellement dépendante des approvisionnements extérieurs.

Selon le ministère mauricien de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, Maurice ne produit qu'environ 25 % des denrées alimentaires consommées localement et demeure ainsi fortement dépendante des importations alimentaires. En 2024, celles-ci ont atteint 1,6 Md USD, soit 24,4 % des importations totales du pays, illustrant la forte exposition de l'île aux fluctuations des marchés internationaux. Les produits laitiers et les œufs représentaient environ 10 % des importations agricoles et agroalimentaires du pays.¹³

En 2024, Maurice a importé 7 506 tonnes de lait écrémé en poudre pour une valeur de 34,3 M USD. La Nouvelle-Zélande domine très largement ce segment, avec 84 % des volumes importés, loin devant la France (11 %). Le marché du lait entier en poudre présente une structure similaire d'approvisionnement : les importations ont atteint 1 797 tonnes, pour une valeur de 6,77 M USD, la Nouvelle-Zélande en est le principal fournisseur avec 71 % des volumes, suivi des Pays-Bas (14 %) et la France (5 %). À l'inverse, les produits laitiers destinés à la consommation directe présentent une structure d'approvisionnement plus diversifiée. En 2024, Maurice a importé 3 512 tonnes de lait liquide, pour une valeur de 3,66 M USD. L'Afrique du Sud en est le premier fournisseur avec 40 % des volumes importés, devant la France (30 %).¹⁴

Le segment des fromages apparaît encore plus favorable à la France, qui en est le premier fournisseur en valeur avec 32 % des importations soit 2 302 tonnes pour une valeur de 17,6 M USD. Dans un contexte marqué par la progression de la consommation et de développement du secteur hôtelier, les perspectives apparaissent particulièrement favorables pour les produits premium : les fromages, le beurre, les ingrédients laitiers spécialisés, la nutrition infantile, les produits biologiques et fonctionnels. Ces segments correspondent à des marchés sur lesquels les entreprises françaises disposent d'un savoir-faire reconnu et d'une offre à forte valeur ajoutée.

Une industrie de transformation moderne, dominée par l'entreprise Maurilait

Contrairement à la production primaire, qui demeure limitée, l'industrie mauricienne de transformation laitière est relativement développée et constitue le principal maillon de la filière locale. Son modèle économique repose largement sur l'importation de matières premières laitières, principalement du lait en poudre, ensuite reconstitué et transformé localement en produits destinés au marché intérieur.

Cette industrie est dominée par Maurilait Production Ltd, fondée en 1976 et intégrée au groupe mauricien Eclovia, l'un des principaux acteurs dans le secteur de l'agro-industrie à Maurice. L'entreprise constitue aujourd'hui le premier transformateur laitier du pays, elle produit des yaourts et des glaces, des jus de fruit et conditionne du lait. Maurilait fabrique sous licence des produits de marques françaises Yoplait, Candia et Miko. Parmi ses fournisseurs figurent plusieurs acteurs français de référence spécialisés dans les équipements et lignes de conditionnement alimentaire, le froid industriel, le traitement d'air de process ou encore les solutions de fabrication et de conditionnement de bouteilles. Par ailleurs, en 2013, Maurilait figurait parmi sept industriels mauriciens bénéficiaires d'une campagne d'audits énergétiques détaillés des systèmes à vapeur, soutenue par l'AFD en coopération avec l'Association pour le développement industriel de La Réunion (ADIR) et réalisée par le cabinet réunionnais Barrault Recherche.¹⁵ L'entreprise a également participé au Programme national d'efficacité énergétique (PNEE), associant notamment Business Mauritius, le ministère de l'Energie et des Services publics, l'AFD et l'Union européenne. Dans ce cadre elle a bénéficié d'un accompagnement portant sur l'optimisation de la gestion du froid industriel.¹⁶ L'entreprise employait environ 225 salariés et produisait près de 20 000 tonnes de produits par an à Maurice, réparties sur 142 références.¹⁷ Elle figure également parmi les premières entreprises à avoir adhéré au label Made in Moris, créé en 2013 pour promouvoir et valoriser la production locale.¹⁸ Si Maurilait demeure le principal acteur de la transformation laitière à Maurice, le marché compte également plusieurs autres opérateurs. Parmi eux figurent notamment Innodis Ltd, l'un

¹³ Ibid

¹⁴ World Integrated Trade Solution (WITS) / UN Comtrade, Mauritius

¹⁵ <https://www.lemauricien.com/actualites/societe/developpement-soutenable-7-industriels-made-moris-se-mobilisent-lefficacite-energetique/90397/>

¹⁶ <https://ecoastral.com/business-mauritius-lecosysteme-de-lefficacite-energetique-lile-maurice/>

¹⁷ <https://www.eclosia.com/fr/nourrir/production/maurilait>

¹⁸ CARE Ratings Africa – Rating Rationale (février 2025) https://www.careratingsafrica.com/upload/CompanyFiles/RR/202502120210_Maurilait-Final_Rating_Rationale-06_February_2025.pdf?utm

des principaux groupes agroalimentaires du pays, coté à la Bourse de Maurice¹⁹, Aryze, anciennement La Trobe Co. Ltd, ainsi que La Laiterie de Curepipe, intégrée depuis 2018 au groupe Food Canners Ltd.

La distribution des produits laitiers s'appuie sur un réseau moderne, structuré autour des principales enseignes de la grande distribution (notamment Winners, Super U, Carrefour/Jumbo et Intermart principalement), auxquelles s'ajoute un réseau dense de commerces de proximité. Par ailleurs, d'autres acteurs locaux, à l'instar de La Société Coopérative Laitière qui exploite notamment une ferme, contribuent à diversifier les circuits d'approvisionnement en proposant une offre de vente directe du producteur au consommateur en produits laitiers.

¹⁹ Rapport annuel Innodis 2024

https://www.innodisgroup.com/wp-content/uploads/2024/11/INN_7742_INNODIS_ANNUAL-REPORT-2024_WEB_FA.pdf

CONTACTS

Kenya, Burundi, Rwanda, Somalie, Soudan

Page pays : [Kenya](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#) / [Somalie](#) / [Soudan](#)

Twitter : [French Treasury - East Africa and Indian Ocean](#)

LinkedIn : [French Treasury in East Africa and the Indian Ocean](#)

Contact : Mathieu BRUCHON mathieu.bruchon@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [Direction générale du Trésor à Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Éthiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Éthiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : François BLANC francois.blanc@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Samuel LEVEBVRE samuel.lefebvre@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [Trésor-International](#) | [Direction générale du Trésor](#)